

Des Obligations Délictuelles de la Femme commune en biens

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le 9 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

ROBERT DEVOS

Président : M. ROUAST, Professeur.

Suffragants : { M. DEMOGUE.
M. MOREL.

SENS

IMPRIMERIE MODERNE, 11, RUE DU PLAT-D'ETAÏN

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
— — — comme propres à leurs auteurs — — —**

Des Obligations Délictuelles de la Femme commune en biens

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et Soutenue le 9 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

ROBERT DEVOS

Président : M. ROUAST, Professeur.

Suffragants : { M. DEMOGUE.
M. MOREL.

SENS

IMPRIMERIE MODERNE, 41, RUE DU PLAT-D'ETAIN

—
1936



A MES PARENTS

INTRODUCTION

*« Les lois se maintiennent en crédit,
« non parce qu'elles sont justes, mais
« parce qu'elles sont lois. C'est le fonde-
« ment mystique de leur autorité; elles
« n'en ont pas d'autre qui bien leur sert ».*

(MONTESQUIEU, *Essais*;

L. III, ch. XII).

I. — La Femme dans le Code Civil

Le chapitre consacré au régime de la communauté de biens, dans le livre III de notre Code civil, montre que ses auteurs, s'ils ont voulu réagir contre les rigueurs du principe consacré par les coutumes, suivant lequel le mari était seigneur et maître de la communauté, étaient néanmoins encore fortement imbus de ce principe. Ceci est particulièrement manifeste dans la situation effacée qu'ils ont réservée à la femme, dont la personnalité disparaît presque complètement derrière celle du mari, par contre renforcée.

La femme n'a pour ainsi dire aucun pouvoir sur la communauté. Elle peut bien l'enrichir par ses gains ou ses économies, mais elle ne peut, par aucun de ses actes, compromettre sa situation: la com-

munauté ne répond en aucune manière de ses obligations personnelles.

Il résulte de tout cela de nombreuses inégalités entre la situation de la femme et celle du mari, et ces inégalités sont accentuées par le caractère égoïste que donnent au mari de nombreuses dispositions lui profitant personnellement dans la réglementation du régime de la communauté.

Il n'est pas étonnant que ces vieux principes qui forment la survivance de notre ancien droit, soient encore si vivaces en 1804, et si l'on se reporte à l'état social de l'époque, on voit que ces vieux principes et toutes les conséquences qui en découlent cadrent parfaitement avec la notion que l'on avait alors du rôle de la femme.

Portalès, dans l'exposé des motifs du titre du mariage, nous donne un reflet exact de ces idées : « La femme, dit-il, n'a d'autre mission que de servir aux plaisirs de son mari ».

Il importe donc, ajoute-t-il, de la marier le plus tôt possible, et comme elle est et restera incapable, il faut lui donner un maître qui sera son protecteur, à condition qu'elle lui obéisse en toutes choses.

Que demandait-on d'être à la femme en ce moment ? Une bonne ménagère, une compagne destinée à satisfaire les besoins de son mari, et à ne pas bouger du foyer. A quoi bon, alors, l'instruire et l'initier aux mystères et aux difficultés des affaires ? On ne l'en jugeait pas digne.

Rien d'étonnant, par suite, à voir que dans notre code, elle ne prenne aucunement, ou pour ainsi

dire pas part à la vie juridique de l'association conjugale.

Et il était naturel, par conséquent, de consacrer son incapacité en toutes choses d'une manière aussi étendue que l'a fait notre code, qui l'a mise à peu près au rang du mineur.

La femme n'avait aucune espèce d'activité juridique, et son activité matérielle était assez restreinte. Elle restait confinée au foyer, où elle s'occupait uniquement du ménage, de ses enfants, et des distractions du mari.

Mais, depuis ce temps, déjà vieux bientôt d'un siècle et demi, une immense évolution s'est produite, et la femme s'est largement chargée de faire mentir les principes du code, la considérant comme une éternelle incapable, trop faible de par la nature, physiquement et moralement, pour s'occuper de choses sérieuses.

La femme s'est introduite à peu près dans tous les genres d'activité que les hommes s'étaient farouchement réservés propres.

Elle s'est déjà montrée capable de travailler, de faire du commerce, comme son mari, afin de faire vivre sa famille, puis son activité s'est étendue même aux domaines intellectuels, où elle a largement rattrapé son compagnon, et l'a même souvent dépassé.

Pratiquement, la femme a pris accès presque partout; elle a fait la conquête de presque tous les domaines, à part le domaine politique; et encore, cette dernière conquête est en train de se faire: sans avoir reconnu les droits civiques de

la femme, un président du Conseil vient de donner trois portefeuilles à des femmes, lors de la formation de son ministère.

Et alors, nous assistons à ce spectacle curieux : la femme qui, pratiquement, est devenue l'égale de l'homme, conserve théoriquement le même statut juridique si réduit qu'avait son arrière-grand'mère du temps de notre bon vieux code.

Et on arrive ainsi à une discordance tragique entre les règles et la pratique. Prenons, par exemple, le cas de la femme devenue ministre ; pour la plus petite opération juridique concernant ses biens elle aura besoin de l'autorisation de son mari, et par contre elle pourra décider seule de choses extrêmement importantes qui concerneront un nombre considérable de citoyens français.

Ce petit exemple rend saisissant le chemin parcouru depuis 1804 par la femme, et par contre l'état de discorde qu'ont atteint, par leur stagnation, les règles de notre code, relatives à sa situation vis-à-vis de l'association conjugale.

Nous arrêtant là dans l'exposé de ces généralités, nous allons étudier un point particulier qui fera ressortir l'utilité qu'il y aurait à réformer des règles juridiques qui ne cadrent vraiment plus avec les impérieuses nécessités suscitées par l'évolution des idées et de la pratique.

II. — Position du sujet

Il s'agit des conséquences pécuniaires, des faits dommageables commis par une femme mariée sous le régime de la communauté de biens.

Il existe sur ce point une inégalité choquante entre le traitement des victimes du mari, qui sont devenues ses créanciers par suite de faits délictueux qui lui sont imputables, et le traitement réservé aux victimes de la femme, qui sont devenues aussi ses créanciers dans les mêmes conditions.

Les premiers jouissent, de par le Code civil, d'un gage très étendu, tandis que les seconds voient leurs intérêts légitimes largement sacrifiés aux principes intangibles qui règlent la communauté, et au principe de l'hégémonie du mari dans cette communauté.

Et si cette situation des victimes de la femme présentait peu d'inconvénients au temps du Code civil, il n'en est plus de même à l'heure actuelle, où elle peut être gravement préjudiciable pour les tiers.

En 1804, en effet, comme nous le disions plus haut, la femme n'avait qu'une activité extrêmement réduite, si bien que pour elle, les occasions de causer un dommage à autrui, volontairement ou involontairement, pouvaient être rares.

Mais les circonstances ont changé depuis lors, et, maintenant, la femme mariée, comme son mari, peut devenir responsable d'une quantité de dommages, et, par là, être appelée à devoir des réparations considérables à autrui.

La femme mariée a l'occasion, maintenant, de passer un très grand nombre de contrats, et il y a là une source de délits, par exemple, l'emploi par la femme de manœuvres frauduleuses pour induire son co-contractant en erreur, pour se faire

passer comme veuve ou célibataire, et ainsi éviter de demander l'autorisation maritale.

Dans un autre ordre d'idées, cette situation peut devenir particulièrement grave, si on songe, par exemple, à l'extension considérable que la jurisprudence a donnée à la notion de responsabilité par les constructions admirables qu'elle a édifiées autour des articles 1382 et suivants du Code civil.

Et l'on peut citer le cas, si répandu maintenant, de la femme qui conduit une voiture automobile. Il y a là une occasion, pour ainsi dire constante, de délits ou de quasi-délits, et il est évidemment regrettable de penser qu'à l'heure actuelle, les victimes de la femme mariée, qui sont devenues certainement infiniment plus nombreuses qu'en 1804, ne jouissent toujours que du gage très restreint que leur a réservé le Code civil.

Et il est choquant de songer aussi à l'inégalité qui subsiste entre les victimes du mari et celles de la femme, lorsque cette dernière, par ailleurs, est devenue pratiquement l'égale de l'homme.

III. — La Responsabilité délictuelle de la Femme mariée

Cependant, le principe de la responsabilité délictuelle de la femme mariée ne fait aucun doute, ni dans le code, ni en doctrine, ni en jurisprudence (1).

La femme est une incapable, mais son incapacité

(1) Req. 11 janv. 1869, D. 1869-1-208; Req. 18 mai 1885, D. 1886-1-146.

ne fait aucunement obstacle à ce qu'elle soit déclarée responsable de ses délits ou quasi-délits.

Le principe ne faisait déjà aucun doute, dans notre ancien droit. Nous verrons plus loin son évolution sur la sanction de cette responsabilité, mais dès le XIII^e siècle, le fait était déjà certain, ainsi qu'il résulte de quelques passages de BEAUMANOIR (1).

Le code établit, dans l'article 1310, la responsabilité du mineur quant à ses délits et quasi-délits, et personne ne songe à contester l'extension que l'on fait de cet article à cet autre incapable qu'est la femme mariée.

Cette extension est d'ailleurs explicitement consacrée par l'article 1424 du Code civil, qui fixe, ainsi que nous le verrons, l'étendue de la réparation à laquelle a droit la victime de la femme mariée.

L'obligation d'obtenir l'autorisation maritale ne s'applique, en effet, qu'aux engagements que la femme mariée contracte par convention, ou aux actions en justice qu'elle peut avoir à intenter ou auxquelles elle peut être appelée à défendre, sauf l'exception de l'article 216 du Code civil, que nous verrons plus loin.

Elle ne saurait évidemment s'appliquer aux actes dommageables de la femme. Les engagements qui en résultent ne dépendent ni de la volonté ni de la capacité des parties, et il serait injuste que la

(1) BEAUMANOIR. — Coutume de Beauvaisis. Edition Beugnot.

personne qui acquiert une créance tout à fait involontairement contre une femme mariée, soit victime d'une incapacité contre laquelle elle n'a pu, en aucune manière, se garantir par une autorisation maritale.

La tradition du droit français fait reposer la responsabilité sur l'usage de la raison. A ce point de vue, la femme mariée est normalement responsable, comme quiconque possède sa raison.

Ce principe ne reçoit, en effet, d'exception que lorsque l'être humain n'est pas encore, ou n'est plus capable de discerner la portée de ses actes.

On doit donc conclure que la responsabilité de la femme mariée s'étend à toute faute entraînant un dommage pour autrui, et que là, elle retrouve toute sa capacité.

Et la jurisprudence fait une application très fréquente de ce principe, lorsque la femme mariée a employé des manœuvres frauduleuses à l'égard d'un co-contractant pour faire croire à sa capacité. Nous reviendrons d'ailleurs sur cette question, plus loin, pour examiner le genre particulier de sanction prononcé alors par les tribunaux (1).

IV. — Division du sujet

Il est inutile d'insister plus longtemps pour faire saisir tout l'intérêt actuel que présente l'étude de la question des conséquences pécuniaires des actes dommageables imputables à une femme mariée.

(1) Grenoble, 21 mai 1912, D. 1915-2-46 ; Besançon, 5 avril 1879, D. 1880-2-6.

Nous limiterons cette étude au cas de la femme mariée sous le régime de la communauté, ceci pour plusieurs raisons.

Cette question ne présente d'intérêt pratique que sous le régime de la communauté et sous le régime dotal. En effet, sous tout autre régime, et en particulier celui de la séparation, le plus fréquent en dehors des régimes précités, la femme reste maîtresse de ses biens et, par conséquent, présente un gage suffisant à ses créanciers.

Nous excluons le régime dotal de notre étude, car le régime de communauté est de beaucoup le plus répandu en France et, d'autre part, cette étude a déjà été faite sous le régime dotal (1).

Nous examinerons, dans un premier chapitre, les solutions que l'ancien droit a données à cette question; l'étude des données historiques est, en effet, indispensable pour bien comprendre toute question de droit.

Nous étudierons, dans un deuxième chapitre, la solution du Code civil, et son application par la jurisprudence. Nous étudierons aussi diverses théories émises en jurisprudence pour essayer de remédier à la sévère solution du code; nous examinerons, sous ce même chapitre, le tempérament considérable apporté à cette solution par la pratique des assurances.

Dans un troisième chapitre, nous verrons les exceptions apportées par certaines lois, et des cas

(1) PERIN. — De la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle de la femme dotale. Thèse Paris 1905.

particuliers, parmi lesquels celui de la femme commerçante, celui de la femme qui a des biens réservés, celui de la femme qui agit dans les limites de son mandat tacite, enfin, le cas de complicité du mari et de la femme, et le cas où la communauté a profité des délits de la femme.

Ensuite, dans un quatrième chapitre, nous étudierons les solutions apportées à la question qui nous occupe par différentes législations étrangères.

Dans un cinquième et dernier chapitre, nous analyserons, au même point de vue, le projet d'émancipation de la femme mariée, et de réformes des régimes matrimoniaux, présenté par le Gouvernement français au Parlement, le 23 juin 1932.

Enfin, dans la conclusion, nous examinerons quels sont les exemples qu'il serait bon de retenir en France, et le sens de la réforme que nous souhaiterions voir aboutir.

CHAPITRE I

LES SOLUTIONS DE L'ANCIEN DROIT

Avant d'étudier la solution donnée par le Code civil sur la sanction de la responsabilité délictuelle de la femme mariée, nous allons étudier les solutions historiques de ce problème, en nous plaçant d'abord au XIII^e siècle, époque où le régime de la communauté est déjà bien constitué en France, puis ensuite au XVI^e siècle, lorsque les coutumes furent définitivement rédigées.

I. — Le Moyen-Age (XIII^e à XV^e siècle)

A cette époque reculée de notre histoire du droit, le mari avait déjà la jouissance des biens propres de sa femme. Les revenus de ceux-ci, comme ceux des biens propres du mari, étaient destinés à faire vivre le ménage.

Dès ce moment, le mari était seigneur et maître de la communauté, sans que la femme ait le droit de l'obliger, si elle n'avait obtenu son autorisation. Ce pouvoir de maîtrise absolue du mari s'exerçait principalement sur les meubles de la communauté

qui formaient alors une classe distincte des immeubles. Ces derniers constituaient les conquêts, et, à l'encontre, des meubles ne pouvaient pas être aliénés par le mari sans le concours de sa femme.

A cette époque, les conquêts étaient insaisissables par les créanciers de la communauté ou du mari, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient pas répondre des dettes.

Les meubles formaient, au contraire, le seul gage des créanciers, et le mari, en vertu de ses droits quasi-souverains sur la communauté, pouvait les aliéner ou les engager seul, en toute liberté, même par ses délits.

Il semble donc bien que, dès le XIII^e siècle, il était déjà impossible à la femme d'engager la communauté directement par ses délits ou quasi-délits, c'est-à-dire que les victimes de la femme ne pouvaient saisir les meubles de la communauté.

Le pouvoir de les saisir était réservé aux créanciers du mari ou de la communauté, dont le droit résultait d'une obligation née en la personne du mari. Il était de même impossible aux victimes de la femme de se faire payer sur les biens propres de celle-ci, la jouissance en appartenant au mari.

Les victimes de la femme auraient donc dû, semble-t-il, attendre la dissolution de la communauté pour pouvoir se faire indemniser des dommages dont la femme s'était rendue coupable à leur égard, et de même pour le recouvrement des amendes qui avaient pu être prononcées contre elle.

Cependant, il en était autrement, et les créanciers n'avaient pas à attendre un terme qui pou-

vait être très éloigné, s'il s'agissait par exemple d'un jeune ménage.

C'est qu'au XIII^e siècle le mari est considéré comme personnellement responsable, comme chef de la famille, des fautes et délits que peuvent en commettre les membres, et en particulier la femme. Il en résultait donc que les amendes et réparations pécuniaires prononcées contre la femme, retombaient finalement à la charge de la communauté, comme dettes personnelles du mari, responsable pour autrui.

Il y a, dans cette responsabilité du mari, en tant que chef du groupe familial et en particulier dans son obligation de payer pour les torts et délits de sa femme, une manifestation très nette de l'état de dépendance où se trouvait encore à l'époque la femme vis-à-vis de son mari, ainsi que toute la famille, la *mesnie*, selon l'expression du temps.

C'est beaucoup plus certainement une conséquence de cette dépendance qu'une conséquence de l'incapacité de la femme mariée qui disparaissait complètement en cas d'absence du mari, par exemple. C'est une survivance des traditions germaniques suivant lesquelles la puissance domestique, ou *mundium*, l'autorité du mari s'étendait à tout le groupe familial, à commencer par sa femme.

Nous avons, dans BEAUMANOIR, un témoignage de cette responsabilité du mari à l'égard des conséquences pécuniaires des délits de la femme: « *Si la fame d'un homme, dit-il, fait la rescousse ou sa mesnie, li hons respont du mesjet, car il doit avoir*

tel fame et tel mesnie qu'ils ne facent pas tel vilenie au seigneur » (1).

La très ancienne coutume de Bretagne, à laquelle BERTRAND D'ARGENTRE assigne les dates de 1450 ou 1456, mais que PIERRE HÉVIN fait remonter à 1370 environ, formulait cette responsabilité en termes généraux et la faisait dériver du pouvoir de correction alors reconnu au mari, « *car il est tenu à chastier sa femme et aussi ses enfants qui seraient en son pouvoir* » (2).

Ce passage, ainsi que celui de BEAUMANOIR précité, fait clairement apparaître la responsabilité du mari à l'égard de tout le groupe familial: si le mari n'a pu empêcher sa femme ou ses enfants de commettre quelque dommage à autrui, il est tenu de payer les réparations de ces dommages, en vertu du droit de correction qu'il possède sur sa femme et ses enfants.

C'est là une solution qui nous paraît barbare, tant paraissent exagérés les pouvoirs du mari ou du père, mais elle avait le grand avantage d'assurer l'égalité entre les victimes du mari ou de la femme, égalité qui a complètement disparu par la suite, ainsi que nous le verrons plus loin.

Mais cette notion de la responsabilité du mari pour les délits de sa femme, s'atténua assez rapidement, par suite des transformations sociales.

(1) BEAUMANOIR. — Coutume du Beauvaisis, XXX 55.

(2) Très ancienne coutume de Bretagne (6^e partie, art. CCIV) recueillie dans le coutumier général de BOURDOT de RICHEBOURG.

La femme mariée acquit une certaine indépendance, et sa soumission étroite à son mari, que nous avons constatée au XIII^e siècle, telle que son mari pouvait être légitimement considéré comme son tuteur, s'effaça en même temps que s'affirma le principe de l'incapacité de la femme à pouvoir engager la communauté en dehors de l'autorisation de son mari.

Ainsi, on arriva au principe que le mari n'est plus responsable des conséquences pécuniaires des délits de sa femme. Mais le mari peut assumer les conséquences de ces délits s'il soutient sa femme dans les procédures criminelles engagées contre elle, et dédommager ses victimes. Au contraire, s'il désavoue sa femme, celle-ci sera autorisée, par justice, à se défendre et pourra être condamnée à l'emprisonnement.

Et nous arrivons ainsi à un nouvel état de cette question, qui va trouver ses principes affirmés dans la rédaction des coutumes.

II. — De la rédaction des coutumes au Code Civil

Dans toutes les coutumes, nous voyons affirmé le double principe de l'incapacité de la femme à s'obliger sans l'autorisation de son mari, et l'impossibilité où elle se trouve d'engager seule la communauté ou même ses propres au détriment de son mari.

Mais dans toutes les coutumes aussi est exprimée ou sous-entendue une exception dans le cas de délit de la femme.

Il est alors universellement reconnu que la femme s'oblige, en commettant un délit, mais qu'elle ne peut, par ceux-ci, obliger la communauté non plus que la pleine propriété de ses biens propres, mais seulement la nue-propriété de ces derniers, car la jouissance en appartient au mari, et il ne peut en aucune manière en être privé par un acte de la femme, accompli en dehors de son autorisation.

Voici, par exemple, l'article 114 de la première coutume de Paris, qui date de 1510: « Une femme étant en lien de mariage ne se peut obliger sans le consentement de son mari, si elle n'est séparée... », et CHARLES DUMOULIN ajoute en note sous cêt article: « Et n'en est tenue encore après le décès de son mari, sinon que le cas tomberait en délit » (1).

La coutume de Paris consacre aussi l'incapacité de la femme à ester en justice sans le consentement de son mari. Voici, à ce sujet, l'article 106: « Une femme ne peut ester en jugement sans le consentement de son mari, sinon qu'elle soit séparée ».

Mais tous les commentateurs de cette coutume étaient également unanimes pour déclarer qu'il y avait exception pour le cas où la femme était poursuivie criminellement, auquel cas l'autorisation du mari n'était plus aucunement nécessaire pour rendre les procédures valables.

Certain commentateur de la coutume de Paris déclare même que le mari avait avantage à ne

(1) FERRIÈRE. — Corps et compilation des commentateurs de la coutume de Paris.

pas autoriser sa femme dans les poursuites engagées contre elle pour ses délits (1), car s'il l'autorisait, il devait supporter sur la communauté les condamnations qui pouvaient être prononcées contre elle.

Le même commentateur cite un arrêt donné en 1610, en la chambre de l'édit, par lequel une femme, étant poursuivie pendant son second mariage, pour des recelés, par elle commis, des biens de son premier mari, le second étant intervenu au procès et y ayant défendu avec sa femme, fut non seulement condamné aux dépens, dommages et intérêts, mais il fut jugé qu'il ne les pouvait pas imputer aux héritiers de sa femme. D'après d'autres arrêts, si la femme est condamnée seule à des dépens et intérêts civils, le jugement ne peut pas être exécuté sur la communauté. Citons encore un arrêt rapporté dans DENISART (2), d'après lequel les dépens sont pris sur la communauté lorsque la femme est condamnée et que son mari l'a autorisée.

Sur tous ces points, la coutume d'Orléans était plus explicite et ne laissait aucun doute. Voici d'ailleurs son article 200: « Femme mariée... aussi peut être convenue sans son mari pour l'injure qu'elle aurait faite ou dite à aucun. Toutefois, si ladite femme est condamnée, le mari et les biens que lui et sa dite femme ont et possèdent con-

(1) FERRIÈRE. — Corps et compilation des commentateurs de la coutume de Paris.

(2) DENISART. — Collection de décisions nouvelles; v^o communauté.

tant le mariage, n'en sont tenus durant la communauté de biens » (1).

Nous citerons encore la coutume de Sens, qui date du 3 novembre 1555. L'article 27 de cette coutume, au titre des forfaitures et confiscations, dit : « La femme mariée, par ses forfaits, confisque seulement ses propres héritages » (2).

Et le commentateur de cette coutume ajoute que les amendes et réparations prononcées contre la femme ne se prennent jamais que sur les propres de la femme, parce que la communauté, qui n'est pas détruite, ne peut diminuer au préjudice du mari par le délit de la femme. Il ne reste à la victime de la femme que la ressource de faire vendre les biens propres de celle-ci, à charge d'usufruit envers le mari et d'attendre la dissolution du mariage par le décès de l'un ou de l'autre des époux, pour être payé des amendes et réparations civiles sur la moitié revenant à la femme dans la communauté.

Nous sommes donc là en face de principes solidement établis et assez rigoureux pour les victimes de la femme : elle ne peut aucunement engager la communauté par ses délits ; quant à ses propres, elle n'en peut engager que la nue-propriété.

Les juridictions de l'époque faisaient une assez stricte application de ces principes.

BRILLON, dans son dictionnaire des arrêts, cite plusieurs décisions dans ce sens : d'après une de

(1) BOURDOT de RICHEBOURG. — Nouveau coutumier général.

(2) PELÉE de CHENOUTEAU. — Coutume de Sens.

celles-ci, du 29 août 1597, le mari ne peut être contraint au paiement des dommages-intérêts adjugés contre sa femme pour délit par elle commis, sauf à la partie plaignante son recours contre les propres de la femme après la dissolution de la communauté. Des arrêts du Parlement de Dijon, du 2, du 27 juillet 1582, du 14 septembre 1593, décident formellement que l'on ne peut prendre des biens de la communauté pour le délit de la femme.

On peut citer encore un arrêt du 30 août 1578, donné au profit de Nicolas Dubus et Guillemette du Moustier, sa femme, contre Rabusteau et sa femme, parties adverses, de ladite du Moustier qui, ayant eu gain de cause dans une action d'injure contre elle, avait fait saisir les meubles de Dubus pour le paiement du contenu de la sentence, lequel sur son opposition, obtint main levée de l'exécution, sans préjudice audit Rabusteau après la dissolution du mariage desdits Dubus et du Moustier, à se pourvoir sur les biens de la communauté ainsi qu'il aviserait.

Au xvi^e siècle, à l'époque de la rédaction des coutumes, l'idée de responsabilité du mari, relativement aux délits de sa femme, avait donc disparu, ce qui avait eu pour conséquence de rejeter complètement en dehors de la communauté les obligations valablement contractées par la femme en commettant quelque crime ou délit.

Notons cependant une exception, rapportée par MERLIN (1). Un arrêt du 11 mai 1699 a confirmé

(1) MERLIN. — Répertoire de jurisprudence. V^o Autorisation de femme mariée.

l'usage du Châtelet, suivant lequel lorsqu'il intervient entre gens du peuple quelques condamnations contre la femme pour injures, on exécutait les meubles de la communauté sans avoir égard à l'opposition du mari, sur le principe qu'entre gens du peuple, le mari, ayant assez d'autorité sur sa femme, est coupable de ne l'avoir pas empêchée.

Notons encore une exception d'un tout autre genre: il s'agit des condamnations pour faux-sau-nage prononcées contre la femme, qu'une déclaration du 28 mars 1683 a expressément mises à la charge de la communauté. Mais il y a là application d'un autre principe: c'est que la communauté est censée avoir profité de tels délits accomplis par la femme.

Il n'en reste pas moins que le principe général est l'impossibilité pour la femme d'engager la communauté par ses délits, tandis qu'à l'opposé les victimes du mari ont un gage beaucoup plus étendu: elles peuvent exécuter tous les biens du mari et ceux de la communauté, le mari étant seigneur et maître et pouvant l'obliger avec une assez grande liberté.

C'est contre cette inégalité et contre ce résultat choquant que se sont élevées certaines coutumes divergentes, qui n'ont pas suivi le droit commun coutumier établi par les coutumes de Paris et d'Orléans et les juridictions en relevant, suivies par la presque totalité des autres coutumes et juridictions françaises.

Et nous citerons les coutumes divergentes de l'Anjou et du Maine, respectivement des 7 septem-

bre et 15 octobre 1508, et qui présentent toutes les deux une disposition analogue assez originale. Citons par exemple l'article 145 de la coutume d'Anjou: « La partie blecée ou autrement endommagée par crime ou délit par personne mariée, se pourra adresser sur les meubles communs des deux conjoints, s'ils ou l'un d'eux ont délinqué, et sur les fruits de leurs héritages s'ils ont esté par an et par jour ensemble par leur mariage (1) par quoy y ait communauté de biens meubles entre eux..... Toutefois, après le délit commis et perpétré par l'un des conjoints par mariage, celui qui n'aurait aucunement délinqué, pourrait requérir à justice que biens de la communauté fussent inventoriés et séparés et que la partie blecée fut dédommée sur la part du délinquant, et pourra la femme quérir autres provisions à la Chancellerie du Roy ou à la justice ordinaire du pays, tant d'auctorisation que requérir séparation de biens; laquelle séparation de biens, si elle le fait, durera jusqu'à ce qu'ils rassemblent iceux biens en communauté ou qu'autrement en fut ordonné ».

Ainsi, comme on le voit, ces deux coutumes utilisent pour permettre d'assurer l'égalité des réparations dues aux victimes, soit du mari, soit de la femme, une institution qui est traditionnellement réservée par les autres coutumes à la seule protection de la femme commune ou dotale.

La communauté, sous ces coutumes, doit supporter les réparations dues par l'un ou l'autre des

(1) La communauté n'était établie, d'après cette coutume, qu'au bout de un an et un jour de mariage.

époux, à raison de ses crimes ou délits; mais la séparation de biens permet à l'époux non coupable de soustraire sa part dans la communauté du gage des créanciers de son conjoint.

Cette disposition est tout à fait remarquable par l'égalité qu'elle introduit entre les époux; ainsi, il n'est pas possible au mari de grever démesurément la communauté par ses délits et, d'autre part, les victimes de la femme qui sont devenues ses créanciers par suite de ses délits, auront un gage auquel en toute justice elles ont aussi légitimement droit que les victimes du mari.

Notons qu'un arrêt du Parlement de Paris, en date de 1602 (1), avait semblé s'engager dans cette voie, en prononçant la séparation de biens au profit d'un mari dont la femme avait 114 procès. Mais cet arrêt ne fut pas suivi par d'autres et ne permit pas de fonder une jurisprudence qui aurait apporté un utile remède à la sévérité de la coutume sur ce point.

Nous citerons enfin une dernière coutume opposée au droit commun, établi par la coutume de Paris, c'est celle de Hainaut (2), d'après laquelle les peines pécuniaires prononcées contre la femme, en raison de ces crimes ou délits, doivent être supportées par le mari, sous prétexte, disent les auteurs hollandais et flamands, que ce serait favoriser les écarts de la femme, que d'en remettre la punition à la fin de la communauté. Et l'on peut voir

(1) BRISSAUD. — Manuel d'histoire du droit privé.

(2) BOURDOT de RICHEBOURG. — Op. cit. Coutume de Hainaut, ch. 116, art. VI.

cette disposition de la coutume, appliquée dans un arrêt du Parlement de Tournay, du 29 janvier 1697 (1).

Ces coutumes que nous venons d'étudier nous donnent ainsi un exemple intéressant quant à la manière dont on aurait pu réaliser l'égalité dans le régime de la communauté, entre le mari et la femme, relativement à la sanction pécuniaire de leur responsabilité délictuelle. Mais elles ne sont malheureusement que des exceptions, et la règle générale, qui est celle que nous trouvons dans la coutume de Paris, ou dans celle d'Orléans, est la seule qui ait subsisté.

Pothier, dans son ouvrage sur la communauté (2), nous la présente comme de droit commun. En dehors des cas où elle a profité des délits de la femme, la communauté n'est aucunement tenue des réparations par elle dues à ses victimes, qui ne pourront se faire payer sur la toute propriété des biens de la femme et sur sa part de biens communs qu'après la dissolution de la communauté.

(1) BRILLON. — Dictionnaire des arrêts, v^o communauté.

(2) POTHIER. — Communauté, n^o 256.

CHAPITRE II

LA SOLUTION DU CODE CIVIL ET SON APPLICATION PAR LA JURISPRUDENCE

I. — L'Article 1424 du Code Civil

Dans le Code civil, la sanction de la responsabilité délictuelle de la femme mariée sous le régime de la communauté, est la même que celle que nous avons trouvée, clairement présentée, dans l'ouvrage de POTHIER.

Remarquons, pour commencer, que les conséquences pécuniaires des faits dommageables de la femme mariée comme pour tout le monde, peuvent être de deux ordres: d'abord la réparation pécuniaire d'ordre pénal, l'amende infligée pour violation de la loi pénale; et ensuite les dommages-intérêts civils, qui accompagnent très souvent la condamnation pénale, mais qui peuvent être prononcés seuls aussi par les juridictions civiles en réparation du préjudice causé par la violation des obligations générales et indéterminées imposées par les articles 1382 et suivants du Code civil.

Le problème qui nous intéresse trouve sa solution dans les articles 1424 et 1426 du Code civil.

Aux termes de l'article 1424, « les amendes... encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue-propriété de ses biens personnels tant que dure la communauté ».

Et l'article 1426 est celui qui consacre l'impossibilité pour la femme d'engager les biens de la communauté quand elle agit sans l'autorisation de son mari, et même avec l'autorisation de justice, à moins qu'elle ne soit commerçante, cas spécial que nous étudierons dans le chapitre suivant.

Avec ces deux articles, nous pouvons dire ce qu'il advient des amendes prononcées par les juridictions répressives, et des dommages-intérêts pécuniaires auxquels la femme aurait été condamnée par les juridictions répressives ou civiles pour les délits ou quasi-délits par elle commis : ces amendes et ces réparations pécuniaires n'engagent que la nue-propriété des biens propres de la femme. Il s'agit là, en effet, pour la plupart des cas, des conséquences d'actes commis par la femme en dehors de toute autorisation maritale ; ce sont des obligations valablement contractées par la femme, mais elles ne sauraient aucunement engager la communauté, non plus que lui nuire en la privant de la jouissance des biens propres de la femme, cette jouissance appartenant exclusivement à la communauté.

Tel est le principe général qui ne fait pas plus

de doute en doctrine (1) qu'en jurisprudence (2).

La jurisprudence est particulièrement affirmative sur la large interprétation qu'il convient de donner au mot « amendes », dans l'article 1424 du Code civil. Ce mot « amendes », qui est employé dans cet article dans son sens pénal, aussi bien pour le mari que pour la femme, renferme, pour elle, même les dommages-intérêts auxquels la femme a pu être condamnée en réparation des dommages par elle causés.

Ces dommages-intérêts, comme les amendes, déclare la jurisprudence, ne peuvent être payés que sur la nue-propriété des biens propres de la femme.

Dans la doctrine, seul, M. NAST (3) semble douter de la solution généralement admise.

Il argue de ce fait que le code est muet sur les dettes délictuelles de la femme, pour dire qu'il semble que rien ne s'oppose à ce que ces dettes tombent provisoirement en communauté. Certes, cette manière de voir est avantageuse, et il semble que ce serait une juste solution, que de faire tomber en communauté, à charge de récompense,

(1) AUBRY et RAU. — 5^e édition, § 509. — DEMOLOMBE, T. IV, n^o 175 et suiv. — LAURENT, T. III, n^o 106. — BAUDRY-LACANTINERIE. — Du contrat de mariage, T. I., — TROPLONG, id. T. II, n^o 176 et suiv. — HUC, T. IV, n^o 176 et suiv. — BEUDANT, T. II, n^o 682.

(2) Cass. civ. 17 août 1881, D. 1881-1-471. — Trib. corr. Seine, 31 oct. 1912. D. 1914-2-96. — Cass. civ. 17 août 1881, S. 1880-82-1-527. — *Gazette des Tribunaux*, 28 août 1926.

(3) PLANIOL et NAST. — *Traité pratique de droit civil*, T. VIII, n^o 351 et suiv.

les conséquences des obligations délictuelles de la femme mariée.

Cependant, nous ne pensons pas qu'il faille suivre M. NAST dans l'interprétation qu'il donne au code dans ce cas. On ne peut pas toujours, en effet, tirer argument du silence de la loi sur un point particulier, pour donner à ce point la solution que l'on désire, cette solution fût-elle même la plus souhaitable en équité. Il faut plutôt tenir compte des principes généraux qui régissent la matière, et il semble bien que ceux qui gouvernent la communauté, dans notre Code civil, s'opposent nettement à la manière de voir de M. NAST.

Le principe général est l'hégémonie du mari et l'incapacité de la femme à engager la communauté en dehors de son autorisation. La preuve en est que même l'autorisation de justice ne supplée pas à l'autorisation maritale et ne permet à la femme d'engager que la nue-propriété de ses propres (art. 1426).

Il semble donc naturel d'affirmer, comme le font la jurisprudence et la majorité des auteurs, que les obligations délictuelles de la femme, qui sont, certes, valablement contractées par elle, mais en dehors de toute autorisation maritale, ne tombent aucunement en communauté, pas même provisoirement.

Il n'en reste pas moins que cette solution est assez choquante. C'est un véritable sacrifice des intérêts les plus légitimes des créanciers; c'est leur enlever la plus grande partie de leur gage que de les réduire à la nue-propriété des biens personnels

de la femme; c'est même leur enlever tout gage quand celle-ci n'en possède pas, ce qui peut se voir encore assez fréquemment:

Si la femme possède quelques biens propres, sa victime pourra les faire exécuter, mais avec le produit de la vente, elle en sera réduite à se constituer une rente dont elle devra obligatoirement verser les arrérages au mari. Ce créancier devra donc, en fait, attendre la dissolution de la communauté pour profiter efficacement des réparations auxquelles il a si légitimement droit. A ce moment, mais à ce moment seulement, il pourra exercer un recours sur les biens de la communauté qui seront mis dans le lot de la femme.

Cette solution est vraiment bien injuste, et particulièrement, en regard du gage dont le mari dispose envers ses victimes. D'après l'article 1424, première partie, les amendes prononcées contre le mari tombent en communauté, sauf récompense lors de la dissolution de celle-ci. Quant aux réparations civiles mises à sa charge, elles grèvent définitivement la communauté (1).

Comme on le voit, le mari jouit d'une situation privilégiée par rapport à sa femme. Ses pouvoirs sur la communauté sont tellement étendus qu'il peut la grever par ses délits, actes absolument étrangers à l'intérêt de la communauté, sans lui devoir aucune récompense à part celle due pour les amendes, peines essentiellement personnelles.

Nous verrons plus loin que les tribunaux s'ar-

(1) Cass. civ. 9 déc. 1874, D. 1875-1-118.
— AUBRY et RAU, Loc. cit. — PLANIOL et NAST, id.

rêtant devant le texte de l'article 1424, n'ont pu apporter aucune atténuation à la restriction ainsi établie aux droits des victimes créancières de la femme commune en biens. Il n'en est pas de même sous le régime dotal, que nous évoquons à titre d'exemple.

La jurisprudence postérieure au Code civil (1) continuant les anciennes coutumes (2), a décidé que le principe de l'inaliénabilité ne pouvait pas s'étendre aux obligations délictuelles de la femme : elle n'est pas opposable à ce genre de créanciers, car, en l'établissant, la Loi a voulu empêcher la femme de compromettre sa dot par des actes volontaires, mais non pas la soustraire aux conséquences de ses délits ou quasi-délits.

L'inaliénabilité dotale a aussi pour but essentiel la protection de toute la famille ; aussi, tant que le mari a la jouissance de la dot, les revenus de celle-ci étant affectées à l'entretien du ménage, les victimes de la femme ne pourront en saisir que la nue-propriété.

Retenons seulement de ceci que la jurisprudence, se trouvant en face du grand principe de ce régime matrimonial, n'y a cependant pas complètement sacrifié les droits légitimes des victimes de la femme.

(1) D. 1845-1-185 et 186 ; D. 70-1-133 ; D. 1893-1-285 ; D. 1898-1-305 ; S. 1907-1-569 et la note de M. APPERT. — BAUDRY LACANTINERIE. Du contrat de mariage. T. III. — PLANIOL et RIPERT. Traité pratique, T. IX, n° 1.160 et suivants.

(2) Coutume de Normandie ; article 544.

II. — L'autorisation maritale dans les procédures criminelles dirigées contre la Femme

Notre sujet nous amène à examiner une question de procédure: c'est celle de l'autorisation nécessaire à la femme mariée pour défendre à une action criminelle ou correctionnelle intentée contre elle et de l'effet de cette autorisation.

L'article 216 du Code civil apporte une exception au principe général de l'incapacité de la femme mariée d'ester en justice sans l'autorisation de son mari, en déclarant que celle-ci n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière correctionnelle ou de police.

C'est évidemment une exception qui s'imposait: et l'autorisation maritale n'est nullement utile à la femme pour défendre à l'action intentée contre elle à raison de ses délits; le cours de l'action publique ne saurait être entravé par le refus ou le retard du mari à donner son autorisation.

De toute façon, il s'agit là d'actes qui ne peuvent aucunement engager pécuniairement la communauté.

Cependant, il existe sur ce point une controverse en doctrine et la jurisprudence n'est pas unanime.

Il ne fait de doute pour personne que l'article 216 vise non seulement le cas où la femme doit répondre devant une juridiction répressive à l'action publique exercée directement contre elle par le ministère public, mais aussi celui où la victime se constitue partie civile au cours de l'action publique.

Mais l'unanimité ne se fait plus pour savoir s'il faut également étendre l'article 216 au cas où ce n'est plus le ministère public qui agit pour faire respecter la loi pénale violée par la femme en requérant une peine contre elle, mais où la partie lésée intente directement une action civile tendant à la réparation du préjudice résultant de la violation des obligations générales imposées par les articles 1382 et suivants du Code civil.

MM. AUBRY et RAU (1) estiment que, dans ce cas, on retombe dans la nécessité d'une autorisation maritale. La raison en serait qu'alors, le mari aurait intérêt à être mis au courant de la procédure engagée contre sa femme, afin de pouvoir, par exemple, l'arrêter à temps par une transaction avec la victime, pour laquelle évidemment son autorisation redeviendrait nécessaire à la femme.

M. PLANIOL, au contraire, pense que l'autorisation maritale n'est pas plus nécessaire lorsque la femme est actionnée directement par la partie civile que lorsque c'est le ministère public qui agit (2). Mais, en tout cas, l'autorisation redeviendrait certainement nécessaire au cas où la femme serait citée non comme auteur du fait dommageable, mais comme civilement responsable.

Et la plus grande partie de la jurisprudence

(1) AUBRY et RAU, § 472, note 14. Sic Huc. T. II, n° 244. — LAURENT, XXII, n° 66. — Cass. civ. 15 février 1870; D. 1870-1-158, observations de M. le Conseiller NAST.

(2) Sic. DEMOLOMBE. — Traité du mariage, T. II, n° 43.

s'est prononcée dans le même sens que M. PLANIOL (1).

En tout cas, que l'autorisation du mari soit nécessaire ou non et, qu'en fait, le mari ait été mis en cause ou non, par la partie lésée, pour la validité de la procédure, le résultat sera le même pour les condamnations pécuniaires prononcées contre la femme, et le gage de la victime ne sera toujours que la nue-propriété de ses biens propres (2). Et le fait que le mari défend conjointement avec sa femme à l'action dirigée contre elle, ne saurait être interprété comme une reconnaissance tacite de sa part, que la communauté ait recueilli quelque bénéfice de l'infraction commise par la femme, ce qui aurait pour conséquence de mettre les dommages-intérêts auxquels la femme est condamnée à la charge de la communauté. TROPLONG, qui

(1) Cass. crim. 15 janvier 1846 et 9 mai 1846. D. 1846-1-126 et 316. — Cass. civ. 26 avril 1865. D. 65-1-267. — Cour de Paris, 3 avril 1879. D. 1880-2-78. Trib. corr. Mirecourt, 13 juill. 1904. D. 1904-2-440. Trib. corr. Seine, 31 oct. 1912. D. 1914-2-96. S. 1913-2-157.

(2) Cass. civ. 17 août 1881 S. refonte 1880-82-1-527. Cet arrêt donne d'ailleurs un exemple typique d'application de l'art. 1424. La victime de deux femmes mariées avait commencé des poursuites contre certains biens dépendant des communautés d'entre ces femmes et leurs maris en application de la décision d'un juge de paix. La demande en nullité de ces poursuites par les maris avait été rejetée par le tribunal civil de Corbeil (7 août 1897). Pourvoi en cassation et arrêt de la Cour cassant ce jugement pour fausse application de l'art. 1424 en ce qu'il avait ordonné la continuation des poursuites contre les biens de communauté.

s'en tient à cet avis, semble vraiment trop imprégné de la jurisprudence ancienne que nous avons analysée dans le chapitre précédent, à laquelle, d'ailleurs, cet auteur se réfère expressément (1).

On ne saurait admettre si rapidement une telle présomption qui n'a vraiment aucune base, ni dans le code, ni dans ses principes.

M. SOURDAT (2) arrive au même résultat que TROPLONG, par un raisonnement différent; il soutient que, lorsque la femme est poursuivie dans le cas de l'article 216 et que son mari l'a autorisée, cette autorisation, puisqu'inutile pour la validité de la procédure, doit avoir les mêmes effets que lorsque la femme est poursuivante et gagne son procès; il est juste que le mari qui a autorisé sa femme, supporte les condamnations prononcées contre elle, comme il aurait profité des dommages-intérêts à elle adjugés.

Nous n'approuvons pas cette opinion, qui semble, à notre avis, lier deux cas essentiellement différents: la femme poursuivante a besoin d'une autorisation pour ester en justice, et c'est pour des raisons tout à fait spéciales que l'article 216 la dispense de toute autorisation. On ne pourrait accepter les solutions proposées par MM. TROPLONG et SOURDAT que dans des cas particuliers où le mari aurait pris une part active à la défense, en déposant par exemple des conclusions personnelles.

(1) TROPLONG. — Du contrat de mariage. T. II, n° 914.

(2) SOURDAT. — Traité de la responsabilité. T. II, L.I, ch. III.

Mais ce n'est pas la généralité des cas où le mari intervient uniquement pour autoriser sa femme, et cette intervention ne peut aucunement être considérée comme un consentement de sa part à mettre à la charge de la communauté l'obligation résultant pour la femme du délit qu'elle a commis.

Ce point est particulièrement affirmé par la jurisprudence de la Cour de cassation, qui a toujours cassé les arrêts tendant à mettre à la charge de la communauté les condamnations prononcées contre une femme assistée de son mari (1).

III. — La responsabilité du Mari à l'égard de sa Femme dans le droit moderne La Femme préposée du Mari

La sévérité du code à l'égard des victimes de la femme mariée, qui sont devenues ses créanciers par suite de ses délits, a poussé la jurisprudence à chercher le moyen de leur accorder un traitement plus favorable. C'est ce que nous allons voir en étudiant une théorie, qui a été finalement repoussée par la Cour de cassation, et qui tendait à étendre les cas de responsabilité pour autrui établis par l'article 1.384 du Code civil.

TOULLIER (2), en se prévalant d'un arrêt ancien de la Cour de cassation (req. 23 décembre 1818) (3) et en voulant à tort donner une portée

(1) S. 1880-82 précité; D. 1881-1-471.

(2) TOULLIER, — T. XI, n° 820.

(3) S. 1819-1-278.

générale à cet arrêt qui avait statué sur une matière tout à fait spéciale, avait proposé une doctrine distinguant deux séries de cas de responsabilité pour autrui :

1^o) Les cas prévus par l'article 1384 ; dans ces cas, la victime a seulement à prouver la faute de l'enfant, de l'élève, ou du préposé, et celui qui est déclaré responsable par la loi doit, pour échapper à cette responsabilité, fournir la preuve qu'il ne pouvait empêcher la faute qui l'a obligé.

2^o) Le cas du mari qui devrait être déclaré responsable des délits de sa femme lorsque la partie lésée réussit à prouver à la fois la faute de la femme et le fait que le mari aurait pu l'empêcher.

Cette théorie pouvait amener des conséquences extrêmement intéressantes, car, pour peu que la jurisprudence ait développé la notion de l'obligation de surveillance du mari à l'égard des actes de sa femme, et facilité la preuve des défauts de surveillance, on aurait souvent rendu les maris responsables du fait de leur femme. Le résultat recherché était ainsi atteint, car, dès le moment où la responsabilité du mari était en jeu, les conséquences des obligations délictuelles de la femme étaient mises à la charge des biens de la communauté et même de ceux du mari.

Remarquons que la distinction que fait TOULLIER est tout à fait exacte. Il est hors de doute que le mari commet une faute personnelle lorsque, mis en mesure d'empêcher sa femme de nuire à

autrui, il s'abstient de le faire; et que cette faute le rend responsable du délit commis par sa femme. La jurisprudence en décide ainsi dans une espèce tout à fait caractéristique (1).

Il s'agissait d'une femme qui s'était livrée à des voies de fait très gravement dommageables, sur la personne d'une parente, révélant de la part de l'auteur un dérangement certain des facultés mentales.

Le tribunal de première instance déclara le mari responsable des conséquences du délit commis par sa femme. Mais le jugement fut réformé en appel, la Cour n'ayant trouvé dans la cause aucun fait nécessitant, de la part du mari, une surveillance particulière de sa femme, rien ne pouvant lui faire supposer qu'elle allait commettre un tel attentat. C'est cet arrêt qui fut confirmé le 21 octobre 1901, par la Cour de cassation, dans les termes que nous rapportons :

« La Cour.....

« Attendu, en ce qui concerne le sieur Véran, que l'art. 1384 ne mentionnant pas le mari parmi les personnes qui répondent du fait d'autrui, le défendeur éventuel ne pourrait être recherché qu'à l'occasion d'un fait personnel de négligence ou d'imprudence dans les termes du droit commun; qu'à cet égard il est déclaré par l'arrêt attaqué que rien n'autorisait Véran à supposer que sa femme allait se livrer à l'acte qu'elle a commis, et qu'aucun

(1) Cass. 21 oct. 1901; D. 1901-1-524; S. 1902-1-32 et les observations de M. le Conseiller LETELLIER.

manque de précaution ne peut lui être reproché; que cette appréciation rentrait dans les pouvoirs souverains des juges du fond; par ces motifs, rejette ».

Mais le mari est-il légalement tenu d'empêcher sa femme de nuire à autrui? Bien qu'un commentateur de l'arrêt que nous venons de rapporter veuille l'en déduire (1), nous ne croyons pas que cette obligation spéciale existe à la charge du mari. Une décision plus récente ne semble plus l'admettre (2).

Il semble que tout ce que l'on puisse dire, c'est que quand le mari peut empêcher sa femme de nuire à autrui, il doit le faire. Il y a là simplement une obligation générale résultant de l'article 1383, qui déclare chacun responsable du dommage arrivé par sa négligence. Tout au plus cette obligation est-elle plus sévère pour le mari à l'égard de sa femme, en raison des liens étroits qui les unissent et de l'autorité que le mari est en droit d'exercer sur sa femme.

Mais on ne peut accepter la doctrine de TOULLIER en tant qu'elle tendrait à rendre le mari généralement responsable des faits de sa femme, en présumant sa négligence, et, dans ce sens, elle a été, en effet, rejetée par la plupart des auteurs et par la jurisprudence.

(1) PERREAU. — De la responsabilité civile du mari quant aux délits de sa femme. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1902.

(2) Trib. civ. Nevers, 8 janv. 1930. G. P. 1930, 1, p. 483.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que la responsabilité du mari à l'égard des actes dommageables de la femme, qui était la règle dans notre très ancien droit, s'est progressivement effacée par suite de l'évolution sociale, pour disparaître presque complètement à l'époque des coutumes.

A plus forte raison, à l'heure actuelle, nous ne saurions voir renaître une théorie qui serait contraire à toute l'évolution, aussi bien de notre droit que des circonstances sociales. Il serait choquant pour la femme, qui est devenue maintenant très libre, d'être mise sous la tutelle et la responsabilité de son mari, bien que toujours soumise théoriquement aux vieux principes du code, selon lesquels le mari a le pouvoir de commander à sa femme, et celle-ci le devoir de lui obéir.

Par ailleurs, notre code s'oppose absolument à ce que l'on érige en principe la responsabilité du mari à l'égard de sa femme. Les cas de responsabilité pour autrui, qu'il a édictés dans l'article 1384, sont de droit strict, et ne sauraient être arbitrairement étendus (1). Et, nulle part, dans nos lois, à part quelques dispositions très particulières, exceptions qui ne font que confirmer la règle, que nous étudierons dans le chapitre suivant, il n'est question de responsabilité du mari à l'égard des fautes de sa femme.

(1) PERREAU. — *Revue critique de législation et de jurisprudence* (1902). — LAROMBIÈRE, *Théorie des obligations*, T. VII. — DEMOGUE, *Traité des obligations*, T. V. n° 963. — SOURDAT, *Traité de la responsabilité*, L. I., ch. III. — MAZAUD, *Responsabilité civile*, n° 716.

Tous ces principes sont formellement affirmés par la Cour de cassation, qui a toujours rejeté les décisions tendant à faire renaître cette responsabilité (1).

Mais, cependant, et toujours sur le terrain de l'article 1384, il est de nombreux cas où la jurisprudence a rendu le mari responsable des actes dommageables de la femme, en faisant, cette fois, appel à la notion de responsabilité du commettant à l'égard du préposé.

Supposons, par exemple, le cas d'un ménage en voiture automobile; le mari passe le volant à sa femme et, pendant qu'elle conduit, qu'il y ait faute ou non de sa part, un accident se produit: la voiture entre en collision avec une autre et il y a des blessés et des dégâts matériels.

Nul doute que, dans ce cas, la femme puisse être considérée comme préposée du mari: elle exerce une fonction que lui a confiée le mari, celle de conduire la voiture automobile. Et si une part de responsabilité dans l'accident peut être retenue à sa charge, il est certain que les réparations qui en seront les conséquences, devront être supportées par le mari et la communauté (2).

Cependant, peut-être ne faut-il pas pousser trop loin la qualité de préposée de la femme condui-

(1) Cass. req. 8 juill. 1872; D. 73-1-33. — Cass. Req. 22 juill. 1891; D. 92-1-5. — Req. 21 oct. 1901; D. 1901-1-524. — Cass. crim. 15 déc. 1911; D. 1913-1-22. — Trib. civ. Brive, 25 oct. 1922; G. P. 1922-2-556. — Trib. civ. Nevers, 8 janv. 1930; G. P. 1930-1-483.

(2) Jugé ainsi par Nîmes, 11 janv. 1928, cité par le recueil périodique des assurances, 1928, p. 318.

sant la voiture automobile de son mari. On ne peut pas affirmer d'une manière absolue que la femme ait toujours cette qualité dans ce cas, car, ainsi que le font remarquer MM. MAZAUD, il peut arriver qu'en confiant la voiture à sa femme, le mari lui laisse la plus grande initiative; elle ne sera plus alors sous son autorité, ce qui empêche de faire jouer la responsabilité du commettant (1).

Les victimes de l'accident pourront cependant s'adresser directement au propriétaire de la voiture, en le considérant alors comme gardien responsable, du fait de sa chose, aux termes de l'article 1384, paragraphe I. Cette dernière conception est envisagée, mais non affirmée, par un arrêt très intéressant de la Cour de Dijon (2).

Sans avoir beaucoup d'imagination, on peut supposer de nombreux cas où la femme pourra être considérée comme agissant en qualité de préposée de son mari, surtout si l'on songe à l'extension considérable donnée par la jurisprudence à cette notion. Si, dans ces fonctions, la femme commet quelque faute qui engage sa responsabilité, tant civile que pénale, les obligations qui en résulteront

(1) MAZAUD. — Loc. cit. n° 895.

(2) Dijon, 20 juill. 1927; D. 1928-2-13 et la note de M. BESSON. Cette décision affirme aussi qu'il n'est pas nécessaire pour que la qualité de commettant soit reconnue au maître, que celui-ci ait des connaissances techniques lui permettant de contrôler la partie technique de l'exécution du service, et de donner des conseils et des avis à cet égard. Cette qualité résulte essentiellement du libre choix du préposé sur lequel le maître a autorité.

devront être assumées par le mari et la communauté.

C'est ce qu'a très bien admis la jurisprudence, dans les espèces de ce genre qui lui ont été soumises, et ainsi échappent au régime restrictif de l'article 1424 du Code civil, un grand nombre d'obligations délictuelles de la femme.

La jurisprudence admet même très largement la notion de préposition dans les rapports du mari et de la femme, beaucoup plus largement que s'il s'agissait de rapports entre étrangers.

Par exemple, une femme entrée au service d'une personne dont son mari était légataire universel, a été considérée comme préposée du mari à la surveillance de ses intérêts, et comme engageant sa responsabilité par un délit relatif au testament du patron (1).

Une femme qui aide son mari dans son commerce est considérée comme préposée du mari, et celui-ci considéré, à juste titre, comme responsable des quasi-délits qu'elle a commis, en versant par exemple un liquide corrosif au lieu de la boisson demandée par un consommateur, dans un débit de boissons (2).

Depuis, la jurisprudence a continué dans cette voie, arguant des moindres indices pour établir cette préposition (3).

(1) Req. 27 fév. 1827; S. 1827-1-228.

(2) Cour de Paris, 6 déc. 1917, D. 1919-2-43.

(3) Req. 8 juillet 1872; S. 1872-1-257. — Crim. 1^{er} avril 1897; S. 1898-1-108. — Paris, 6 déc. 1917; D. 1919-2-43. — Nevers 8 janv. 1930; G. P. 1930-1-483.

Remarquons d'ailleurs que c'est une solution de sagesse tout à fait en accord avec l'union intime et la confiance réciproque qui doivent exister entre mari et femme: cette union est telle que le mari confie facilement, ou est censé avoir confié à sa femme certaines fonctions et, dès que la femme peut être considérée comme agissant pour son mari, la responsabilité devient absolument unique.

Mais, inversement, le mari ne pourrait être considéré comme le préposé de sa femme, car, en vertu des principes du Code civil, le mari ne peut être sous l'autorité de sa femme (1).

MM. MAZAUD ne s'arrêtent pas à cette objection, et pensent, au contraire, que, du moment qu'il y a en fait subordination — elle peut exister, par exemple dans le cas du mari qui aide sa femme dans l'exploitation de son fonds de commerce — il y a, par là même, le lien de préposition permettant de faire jouer le principe de la responsabilité du commettant, édicté par l'article 1384.

On peut encore, à juste titre, rendre le mari responsable des obligations délictuelles de sa femme, lorsque celle-ci agit en vertu d'une sorte de délégation de sa part. C'est ce qui arrivera par exemple, dans le cas où la mère aura l'exercice de la puissance paternelle, en cas d'absence du mari ou d'impossibilité pour lui de l'exercer, au cas où il serait mobilisé (2).

Pendant le mariage, l'exercice de la puissance

(1) DEMOGUE. — Loc. cit. et Agen, 22 juin 1911; S. 1912-2-76. — Contra-MAZAUD, loc. cit. T. I, n° 886.

(2) Trib. civ. d'Epinal; G. P. 1930-1, p. 842.

paternelle appartient normalement au père, qui est ainsi responsable des dommages que peuvent causer ses enfants mineurs.

Il y a cependant divers cas où, pour une raison ou pour une autre, la femme peut être appelée à remplacer son mari dans l'exercice de ces droits. Il en sera ainsi lorsque le chef normal de la famille sera interdit ou absent, ou lorsqu'il sera déchu, complètement ou partiellement, de la puissance paternelle, par application des lois de 1889, 1898 et 1921.

Mais, dans tous ces cas, bien que l'exercice des prérogatives retirées au mari, passe entièrement à la mère et, avec elles, la responsabilité du fait des enfants qu'elle a sous sa garde, il ne faut pas hésiter à déclarer que la communauté devra répondre pécuniairement des condamnations qui auront pu être prononcées contre la femme de ce chef.

En cas d'absence ou de déchéance du père, dans l'exercice de la puissance paternelle, c'est, en effet, par suite d'une faute de sa part, que la responsabilité lui incombant normalement passe à sa femme, et les victimes des dommages causés par les enfants ne peuvent pas souffrir de cette situation en voyant leur gage restreint à la nue-propriété des biens propres de la femme, comme dans le cas où il s'agirait d'une faute qui serait personnellement imputable à cette dernière.

Dans le cas de l'interdiction, si la femme est tutrice de son mari, elle exercera alors les droits de puissance paternelle, en qualité de représentante légale de ce dernier, et ce sera toujours la com-

munauté qui devra payer pour les quasi-délits mis à la charge de la femme en qualité de gardienne des enfants mineurs.

Enfin, on peut envisager aussi un dernier cas, c'est celui d'une séparation volontaire intervenue entre les époux. Le père, par exemple, laisse la garde des enfants à la mère. Mais une telle convention intervenue entre eux ne peut avoir pour effet de décharger le chef de famille de sa responsabilité civile du fait de ses enfants mineurs, qu'il ne peut pas valablement aliéner tant qu'il n'en est pas privé par des circonstances spéciales.

Tout au plus, le fait de cette séparation lui permet d'invoquer plus facilement l'excuse tirée de l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable. C'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Chambre des requêtes, du 16 août 1841 (1).

IV. — Tempérament apporté à l'art. 1424 du Code Civil par la pratique des Assurances

En dehors des cas que nous venons de voir, où la responsabilité des méfaits de la femme mariée peut être mise à la charge du mari, en vertu de l'article 1384 du Code civil, il existe de nombreux autres cas, où la règle de l'article 1424 du Code civil reprend tout son empire, en n'accordant

(1) Rapporté dans le répertoire Alphabétique DALLOZ, V^o Responsabilité civile, n^o 566. Dans le même sens. Rennes. 16 janvier 1862.

aux victimes de la femme que la nue-propriété de ses biens propres.

Cependant, dans la pratique, un tempérament considérable est apporté à la sévérité de cette solution par le développement des assurances de responsabilité, et il est un genre d'activité qui peut être si gravement dommageable pour autrui qui est très efficacement protégé par les assurances, c'est la conduite des automobiles, dans laquelle la femme moderne prend une part non pas égale à celle du mari, mais très considérable cependant.

Comme nous l'avons dit, ce peut être là une source très importante de délits et de quasi-délits, entraînant une responsabilité aussi bien pénale que civile. Mais, grâce à l'extension presque universelle de la pratique des assurances de responsabilité, les victimes de ce genre de délits sont presque toujours assurées de pouvoir être intégralement payées des dommages-intérêts qui leur sont légitimement dus.

Grâce aux assurances, aussi, les tiers victimes des imprudences ou des coups de fusil malheureux de la femme qui se livre au beau sport de la chasse, seront sûrs de trouver en face d'eux un gage suffisant.

En effet, à notre époque, on imagine difficilement une personne achetant une voiture automobile ou un fusil de chasse, qui, en même temps, ne prendrait pas la précaution d'assurer sa responsabilité pour les nombreux cas où elle peut se trouver engagée. C'est devenu presque un réflexe qui, remarquons-le, peut être considéré comme un

devoir social: ce serait criminellement égoïste de se livrer à un genre d'activité qui peut être très préjudiciable pour autrui, sans prendre préalablement ses précautions pour être en mesure de réparer tous les dommages dont on peut être responsable.

Le législateur moderne l'a d'ailleurs bien compris, puisqu'un projet de loi a été déposé, tendant à rendre l'assurance obligatoire pour tous les conducteurs d'automobiles. Il est seulement regrettable que cette mesure ne soit encore qu'à l'état de projet.

**V. — La Femme doit-elle payer une récompense
à la communauté
pour les primes de son assurance
de responsabilité**

Il nous reste à examiner une question relative à l'assurance de responsabilité de la femme mariée sous le régime de communauté.

Voici le cas que nous supposons: une femme mariée sous le régime de la communauté de biens, réduite aux acquets, possède en propre une voiture automobile (par elle apportée en mariage ou à elle constituée en dot...) qu'elle seule conduit, et non pas son mari, que nous supposons en l'occurrence ne pas posséder de permis de conduire. Naturellement, la femme contracte, avec l'autorisation de son mari (1), une assurance pour le

(1) Req. 18 nov. 1929; *Semaine juridique* 1930, p. 211. A noter que cet arrêt considère le mari de l'assurée

cas où sa responsabilité serait engagée délictuellement ou quasi-délictuellement envers les tiers. Pendant le mariage, c'est évidemment la communauté qui paye les primes de cette assurance. Mais que décider au moment de la dissolution de la communauté? N'y aurait-il pas lieu de faire payer récompense par la femme à la communauté pour les primes payées par celle-ci?

La jurisprudence ne nous apporte aucune réponse sur cette question, sur laquelle nous n'avons trouvé aucune décision.

Pour y répondre, examinons bien cette opération en mettant en parallèle le principe de la récompense.

D'après le Code civil, chaque époux doit récompense à la communauté, toutes les fois qu'il a tiré un profit personnel d'un bien de celle-ci.

Or, que trouvons-nous dans l'opération qui nous occupe? La communauté paye, chaque année, une certaine prestation en argent, la prime, contrepartie du contrat par lequel l'assureur promet une indemnité aux victimes de la femme, envers lesquelles sa responsabilité se trouverait engagée par un accident qui constitue la réalisation du risque.

Toutes les parties se trouvent avantagées par cette combinaison, grâce à laquelle les victimes, d'une part, seront immédiatement dédommagées,

à qui il est arrivé un accident, comme préposé à la conduite de la voiture pour étendre à cet accident l'indemnité prévue au contrat. Il fait application des principes dégagés en la matière par M. MAZAUD, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

et la femme, d'autre part, verra la nue-propriété de ses biens propres, gage de ses créanciers personnels, déchargée de tous dommages-intérêts.

Ainsi, finalement, la femme tire bien un profit personnel d'un bien de la communauté, et il semble que nous trouvons là tous les éléments nécessaires pour déclarer qu'elle doit une récompense à la communauté pour les primes que celle-ci a payées relativement à cette assurance personnelle de la femme.

Il y aurait aussi une autre manière de concevoir ce problème.

On pourrait dire que les primes ainsi payées par la communauté peuvent être considérées comme étant une charge de la jouissance qu'a la communauté de cette automobile propre à la femme, cette charge devant dès lors rester définitivement pour la communauté.

Cependant, il ne semble pas que l'on puisse retenir cette opinion, car la communauté n'a aucun intérêt à assurer les conséquences de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle de la femme qui, d'après les règles du Code civil, que nous avons développées plus haut, ne doivent en aucune manière rester à sa charge, étant absolument personnelles à la femme.

Enfin, on peut envisager cette solution d'une troisième manière. La communauté, avons-nous dit, a la jouissance de cette voiture automobile propre à la femme. On peut, dès lors, dire que la femme est préposée du mari, maître de la communauté, dans l'exercice de cette jouissance qu'est la con-

duite de l'automobile. Ainsi, c'est sa propre responsabilité de commettant qui est engagée, lorsque la femme cause un dommage à autrui avec cette voiture automobile. Et il semble ainsi que la femme a agi dans l'intérêt de la communauté, qui ne pourrait être créancière de récompense pour les primes payées, en contractant cette assurance de responsabilité.

Nous croyons que c'est cette dernière conception qui est la plus exacte. La première conception que nous avons exposée est certainement conforme à la réalité: nous trouvons dans l'opération elle-même tous les éléments de la récompense; mais, cependant, nous ne pensons pas qu'elle soit due, car il ne semble pas douteux, d'autre part, que même lorsque la voiture automobile appartient en propre à la femme, cette dernière puisse être considérée comme préposée de son mari à la conduite du véhicule.

Il y a lieu, cependant, d'apporter certaines limites à cette théorie, dans les cas où l'un des éléments de la responsabilité du fait d'autrui, édictée dans l'article 1384, § 3, aura disparu.

C'est ce qui se passera, par exemple, lorsqu'une séparation de fait, laissant subsister le régime matrimonial, sera intervenue entre les époux.

Le mari, de par son éloignement, ne pourra plus contrôler l'activité de sa femme, et il deviendra impossible de la considérer comme la préposée librement choisie.

D'autre part, la femme exerçant une profession séparée, l'obligeant à faire personnellement usage

d'une voiture automobile pour ses affaires, ne sera pas non plus la préposée de son mari dans la conduite de cette voiture.

Dans tous ces cas, la communauté ne devra plus supporter les primes de l'assurance de la responsabilité de la femme.

Cependant, dans le dernier cas envisagé, elles pourront être normalement considérées comme une charge des biens réservés que la femme se constituera par l'exercice d'une profession séparée — et, par là, elles resteront encore définitivement payées par la communauté.

Ainsi, c'est bien un tempérament considérable que la pratique des assurances apporte à la solution sévère du Code civil, relative à la sanction pécuniaire de la responsabilité délictuelle de la femme mariée.

Mais, bien que très répandues, les assurances ne couvrent pas, loin de là, tous les genres de dommages dont un individu peut se rendre coupable envers autrui, et il reste encore certainement un large champ d'application au principe de l'article 1424 du Code civil, ainsi qu'en fait foi la jurisprudence (1).

(1) Il semble exister, d'après la jurisprudence, un large domaine d'application de l'art. 1424 dans l'intempérance de langage et dans les coups et blessures résultant de gestes inspirés par une passion non maîtrisée de la femme.

CHAPITRE III

EXCEPTIONS ET CAS PARTICULIERS

Nous allons, dans ce chapitre, examiner les exceptions apportées au principe que nous avons dégagé, dans le chapitre précédent, par diverses lois spéciales, qui déclarent expressément le mari responsable des délits commis par sa femme, et dans divers cas où la responsabilité du mari pour sa femme est également reconnue.

I. — Lois spéciales

Il s'agit de quelques dispositions édictées dans des lois pénales, déjà anciennes, qui déclarent expressément le mari responsable des délits ou contraventions prévus par ces lois, lorsqu'ils sont commis par une femme mariée.

Citons ainsi :

1^o) Les délits ruraux (1); décret des 28 septembre et 6 octobre 1791, titre II, art. 7: « Les maris, pères, mères, tuteurs, maîtres, entrepreneurs

(1) Ou contraventions, la division tripartite des infractions n'était pas encore en usage à cette époque.

de toute espèce, seront civilement responsables des délits commis par leurs femmes et enfants, pupilles, mineurs, n'ayant pas plus de vingt ans et non mariés... »

2^o) Les délits et contraventions commis par la femme en matière forestière. L'article 206 du code forestier est rédigé d'une façon tout à fait analogue à l'article 7 du titre II du décret précité.

3^o) Les délits de pêche; l'article 74 de la loi du 15 avril 1829, sur la pêche fluviale, est rédigé comme les deux précédents, mais précise en plus que « cette responsabilité est réglée conformément à l'article 1384 du Code civil ». De même l'article 12 du décret du 9 janvier 1852, sur la pêche côtière.

4^o) Les contraventions aux lois sur les contributions indirectes, lorsque la femme peut être considérée comme agissant en qualité de préposée du mari.

La raison pour laquelle ces diverses lois établissent des dérogations au droit commun, est que la communauté peut être censée avoir profité des délits visés par ces lois, lorsque la femme les a commis. Il est donc tout à fait équitable de faire supporter par le mari et la communauté les condamnations prononcées à ce sujet contre la femme, d'autant plus que, souvent, le mari aura sinon expressément, du moins tacitement, autorisé la femme à les commettre.

Il s'agit d'ailleurs généralement de condamnations modiques qui, dans l'intérêt public, doivent

toujours être exécutées immédiatement, quel qu'en soit l'auteur.

Ces dispositions législatives doivent être interprétées strictement et, par exemple, la disposition de l'article 7 du titre II de la loi sur la police rurale, ne peut pas être étendue aux délits ruraux prévus par le Code Pénal, qui ne présente pas de dispositions analogues.

Remarquons d'ailleurs que, pour les contraventions aux lois sur les contributions indirectes, aucune disposition législative ne consacre expressément une exception au droit commun; mais, ainsi que l'a justement dégagé la jurisprudence, pour ce genre de contraventions, la femme pourra presque toujours être considérée comme ayant agi soit dans l'intérêt de la communauté, et par conséquent comme l'ayant valablement obligée, soit du moins avec l'assentiment tacite du mari, ce qui aura pour conséquence le même résultat (1).

II. — La Femme commerçante.

Les délits commerciaux.

La Femme qui a accepté une fonction avec l'autorisation de son Mari

Nous abordons, avec le cas de la femme commerçante, la série de cas particuliers où la communauté, en vertu de principes spéciaux, peut être rendue responsable des délits de la femme mariée.

(1) Crim. 3 juin 1880; D. 1881-1-493. — Bordeaux 16 mars 1891; D. 1892-2-606.

Rappelons, pour commencer, que la femme commerçante — celle qui fait le commerce en son nom personnel, et non celle qui ne fait qu'aider son mari commerçant et peut être considérée comme sa préposée (1) — lorsqu'elle est mariée sous le régime de la communauté, a le pouvoir exceptionnel d'engager son mari et la communauté par tous les actes relatifs à son commerce, en vertu de l'autorisation générale que lui a donnée son mari avant son établissement.

Mais il s'agit de savoir jusqu'où va ce pouvoir exceptionnel et, en particulier, si ce pouvoir permet à la femme de faire supporter au mari et à la communauté les conséquences pécuniaires des délits et quasi-délits commis par elle dans l'exercice de son commerce.

La grande majorité des auteurs et une jurisprudence importante déclarent que les engagements résultant, pour un commerçant, de ses délits et quasi-délits, sont au nombre de ceux visés à l'article 632, sixième alinéa, du Code de Commerce; ces engagements, en vertu de la théorie de l'accessoire, doivent être compris parmi les actes de commerce qui sont soumis à un régime spécial, et sont notamment de la compétence des juridictions consulaires (2).

La femme commerçante qui, comme le mari, a le pouvoir d'engager la communauté, sera donc soumise au même régime que le mari pour toutes

(1) Paris, 6 déc. 1917; D. 1919-2-43.

(2) LYON CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, T. I, n° 177.

les obligations rentrant, en vertu de la théorie de l'accessoire, parmi les actes de commerce. En conséquence, elle aura le pouvoir d'engager, par ses délits et quasi-délits, la communauté et le mari qui l'a autorisée à faire le commerce.

Mais, ceci admis, il s'agit de préciser quels sont les délits et quasi-délits par lesquels la femme commerçante aura le pouvoir exceptionnel d'engager la communauté et le mari.

La question ne fait aucun doute pour les délits proprement commerciaux, c'est-à-dire ceux que seuls les commerçants peuvent avoir l'occasion de commettre: ceux-là, commis par la femme engagent certainement la communauté et le mari.

Il en est ainsi des faits de concurrence déloyale, ou des fraudes commises pour essayer de procurer des bénéfices illicites, ou du vol pratiqué par la femme à l'occasion de ses contrats, de l'inexécution des contrats par elle passés, etc...

La femme commerçante peut être rendue responsable aussi d'une quantité de délits ou de quasi-délits du fait de ses employés qui sont ses préposés: accidents survenus à ceux-ci ou causés par eux, fraudes et fautes dans l'accomplissement de leurs fonctions, etc...

La femme commerçante peut se rendre coupable de banqueroute aussi, et, en ce cas, d'après TROPLONG, la communauté doit supporter les conséquences du délit ou du crime de la femme, car la communauté et le mari sont censés avoir profité de ces délits ou crimes.

Tous ces délits sont de la compétence des tribunaux de commerce (1).

Notons cependant que l'obligation légale de réparation pesant sur l'employeur d'un ouvrier ou d'un employé victime d'un accident du travail, échappe à la théorie de l'accessoire, et que les actions exercées de ce chef ne sont pas de la compétence des tribunaux de commerce, celle-ci étant expressément attribuée au juge de paix ou au tribunal civil (loi du 9 avril 1898, art. 15 et 16).

Nous ne devons pas cependant en déduire que ces obligations, lorsqu'elles incombent à une femme mariée commerçante, ne sont pas à la charge de la communauté et du mari qui a autorisé la femme à entreprendre le commerce. Les réparations qui peuvent être dues de ce chef font partie des risques normaux de cette profession.

La question ne présente d'ailleurs que peu d'intérêt pratique, par suite de l'assurance obligatoire contre les risques du travail (loi de 1898).

Rappelons, en passant, que la femme commerçante ne jouit d'aucune dispense d'autorisation pour ester en justice, malgré l'extension de sa capacité, et que, par conséquent, lorsqu'elle aura à défendre devant les tribunaux de commerce aux actions intentées contre elle en raison de ses délits commerciaux, son mari devra être assigné en même temps, afin de l'autoriser et, s'il refuse, l'autorisation de défendre devra être accordée à la femme par le tribunal saisi (2).

(1) ESCARRA. — Principes de droit commercial.

(2) Le tribunal de commerce saisi d'une demande

Et nous pensons qu'au cas où, sur le refus du mari à autoriser sa femme à défendre devant le tribunal de commerce, ce tribunal l'aurait autorisée, le refus du mari n'aurait pas pour conséquence de décharger la communauté des condamnations prononcées contre la femme, l'autorisation n'étant utile que pour satisfaire aux règles de l'incapacité de la femme mariée, et ne pouvant avoir pour effet de modifier les règles relatives à la composition du passif de la communauté.

Mais en dehors des faits dommageables que nous venons d'envisager, qui sont spécifiquement commerciaux, et par lesquels la femme engage sans aucun doute la communauté, aussi bien que par toutes ses autres obligations commerciales, il existe toute une série de faits qui ne se rattachent pas par un lien aussi étroit à la profession de la femme, et pour lesquels il y a doute pour savoir s'ils engagent la communauté et le mari; ce sont tous les dommages que la femme peut causer par une imprudence, qu'elle pourrait aussi bien commettre dans toute activité non commerciale.

Ces faits, commis par une femme non commerçante, n'engageraient certainement que la nue-propriété de ses biens propres; en est-il de même s'ils sont commis par une femme à l'occasion de son commerce?

contre une femme mariée, est compétent pour l'autoriser à défaut d'autorisation maritale. (Colmar, 31 juill. 1810).

Un arrêt de la Cour de cassation (1) ne l'a pas admis. Il s'agissait dans cette espèce d'une femme qui, en servant un client venant acheter un liquide inflammable, avait malencontreusement répandu ce liquide et provoqué un incendie. La Cour de cassation a refusé de rendre le mari et la communauté responsables des conséquences pécuniaires de ce quasi-délit.

Nous ne croyons pas que la Cour de cassation ait eu raison, en l'occasion. Certes, une femme non commerçante, dans le même cas, n'eût engagé que la nue-propiété de ses biens propres.

Mais, en l'occurrence, il semble que l'on pouvait considérer le quasi-délit comme l'exercice maladroit par la femme de sa profession.

Nous ne voulons pas conclure qu'il faille rendre, en tous cas, le mari et la communauté responsables des quasi-délits commis par la femme commerçante. On ne peut pas, ici, donner une solution universelle. Et chaque fois que la question se présente, il faut rechercher soigneusement s'il y a quelque lien entre le commerce de la femme et le fait dommageable. Si l'on peut trouver ce lien, la responsabilité du mari et de la communauté devra être déclarée; sinon elle devra être rejetée (2).

L'opinion que nous émettons peut trouver un

(1) Req. 8 juill. 1872; D. 1873-1-33; S. 1872-1-179.

(2) MM. MAZAUD (loc. cit. n° 1935) ne pensent pas ainsi, car, disent-ils, l'autorisation générale de faire le commerce donnée par le mari, ne peut valoir que pour les actes licites.

argument dans le fait que la jurisprudence applique sans difficulté la qualité d'actes de commerce aux délits dont un commerçant se rend coupable dans l'exercice de son commerce à l'égard d'un non-commerçant, parce que ces délits sont bien accomplis pour les besoins du commerce (1).

Les tribunaux font une large application de ce principe en cas d'accident d'automobile arrivé à un commerçant ou à ses préposés.

Contrairement aux délits spécifiquement commerciaux, l'action civile née des délits ou quasi-délits que nous venons d'envisager, résultant par exemple d'une imprudence ou d'une négligence de la femme commerçante, n'est pas exclusivement de la compétence des tribunaux de commerce. Nous rentrons donc pour elle relativement à l'autorisation nécessaire à la femme pour y défendre, dans le cas général traité au chapitre précédent.

Ce n'est pas seulement des obligations délictuelles ou quasi-délictuelles contractées par la femme dans l'exercice d'une profession commerciale, que doivent être tenus le mari et la communauté. Ils en seront encore tenus lorsque la femme aura contracté de telles obligations par un défaut de surveillance qui la rend responsable de la mau-

(1) Paris 24 février 1928. G. P. 1930-2-690.
« Considérant, dit cet arrêt, qu'il suffit que le fait dommageable émane d'un commerçant et qu'il ait été commis dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son commerce pour que le tribunal de commerce soit compétent à fin de connaître de la demande de réparation ».

vaie exécution d'un contrat qu'elle a passé avec l'autorisation de son mari.

C'est ce qui résulte d'un important arrêt de la Cour de cassation (1) : une femme s'était chargée, moyennant salaire, au vu et au su de son mari, de la garde d'un enfant qui, profitant d'un défaut de surveillance, met le feu à une meule de paille. La Cour de cassation déclara le mari et la communauté responsables des réparations dues au propriétaire de la meule.

D'après cet arrêt, ce n'est donc pas seulement de la responsabilité contractuelle qu'est chargé le mari, — cette responsabilité aurait été engagée, par exemple, si l'enfant s'était blessé lui-même — c'est aussi de la responsabilité délictuelle mise en jeu vis-à-vis des tiers, étrangers au contrat, comme c'était le cas pour le propriétaire de la meule incendiée. La Cour de cassation semble appuyer sa solution sur l'adage : « *ibi onus, ubi emolumentum* » : il est juste que la communauté, qui tire profit de la fonction dont s'est chargée la femme, en supporte également les conséquences fâcheuses.

Cette jurisprudence doit être tout à fait approuvée. En effet, au moment où le mari autorise sa femme à se charger de certaines fonctions qui constituent une source de profits pour la communauté, il doit songer aussi aux risques inhérents à ces fonctions, et l'autorisation qu'il donne doit

(1) Cass. 22 juillet 1891 ; D. 92-1-5, note de M. PLANIOL, S. 1891-1-15, note de M. LABBE. Sic. BARTIN sur AUBRY et RAU, § 509, texte et note 43 *bis*.

avoir pour effet d'étendre sa responsabilité aux dommages pouvant résulter de la réalisation de ces risques. Il n'y a là qu'une application tout à fait normale des règles relatives à l'autorisation matrimoniale, qui constitue une exception à la règle: « *qui auctor est se non obligat* », lorsque les époux sont mariés sous le régime de la communauté de biens.

III. — Les biens réservés de la Femme répondent-ils de ses délits ou quasi-délits ?

Nous venons de voir que les tiers victimes de la femme mariée commerçante jouissent d'un privilège, par rapport à la situation qui leur est réservée par le Code civil, lorsque la femme n'est pas commerçante.

Mais, en dehors de ce cas, la loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée, n'a-t-elle pas modifié la situation des victimes de la femme qui s'est constitué des biens réservés ?

C'est ce que nous allons voir, en étudiant spécialement l'alinéa I de l'article 3 de cette loi, et en nous aidant de l'inspiration générale de cette loi, telle qu'elle nous est révélée par ses travaux préparatoires (1).

Cette loi du 13 juillet 1907 a une portée extrêmement générale et concerne toutes les femmes mariées: le terme de salaire employé par elle ne doit pas être interprété dans le sens restrictif que

(1) La jurisprudence n'apporte à peu près aucun éclaircissement sur cette question.

l'on réserve généralement à ce mot. Et il est admis que la femme mariée peut se constituer des biens réservés, par n'importe quel genre d'activité, quel que soit le nom qui désigne sa rémunération: salaires, gages, appointements, traitement, honoraires, bénéfices industriels ou commerciaux, etc... (1), pourvu que cette activité soit indépendante de celle du mari: la loi du 13 juillet 1907 ne s'applique pas, en effet, à la femme qui se contente d'exploiter avec son mari un commerce ou une industrie.

Nous voyons donc l'intérêt qu'il y a à rechercher si cette loi accorde un large gage aux victimes de la femme mariée qui s'est constitué des biens réservés, car, si nous pouvons répondre affirmativement, les victimes de la femme qui exerce non plus seulement le commerce, mais n'importe quel genre d'activité rémunératoire, échapperont au régime sévère de l'article 1424 du Code civil; il en sera ainsi pour la femme médecin, pour la femme avocate, etc...

Aux termes de l'article 3, alinéa I, de la loi du 13 juillet 1907, « les biens réservés à l'administration de la femme, pourront être saisis par ses créanciers ». Mais la loi n'apporte, par ailleurs, aucun éclaircissement sur les créanciers qu'elle veut viser, ce qui laisse planer le plus grand doute sur la catégorie de créanciers qui nous occupe.

La loi vise d'abord certainement les créanciers

(1) BARTIN sur AUBRY et RAU, § 500 *bis*.

de la femme, avec qui elle a traité dans l'intérêt du ménage. Les biens réservés faisant partie de la communauté (1) et étant, dans l'esprit de la loi, nettement destinés à contribuer aux charges du ménage, ces créanciers ont le droit de les saisir, en même temps que les autres biens de la communauté.

Elle vise aussi les créanciers personnels de la femme, c'est-à-dire ceux envers qui la femme a une dette n'intéressant pas le ménage. Devons-nous, parmi ces derniers, comprendre aussi ceux envers qui la femme s'est engagée délictuellement ou quasi-délictuellement?

Il est certain que cette loi n'a pas entendu conférer à la femme mariée la capacité générale de s'obliger sans l'autorisation de son mari (2). Mais, rappelons-le, les obligations délictuelles de la femme constituent une exception à son incapacité générale de s'obliger sans autorisation.

D'autre part, un des buts de cette loi a été de donner à la femme une certaine indépendance en laissant à sa libre administration une partie des biens de la communauté, celle qu'elle apporte par son travail personnel. On peut donc dire qu'en lui donnant cette liberté d'administration, la loi a entendu augmenter le crédit personnel de la femme et lui permettre de grever ses biens réservés même d'engagements qui ne doivent pas préjudicier à la communauté. Tels sont ses engagements délictuels.

(1) BARTIN sur AUBRY et RAU, § 500 *bis*.

(2) DESCHAMPS. — La femme mariée commerçante et la loi du 13 juillet 1907.

Si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi du 13 juillet 1907, nous trouvons deux propositions intéressantes qui tranchaient la question d'une manière nettement affirmative: c'est d'abord celle de M. GROSJEAN, à la Chambre des députés, qui déclarait la femme tenue sur ses biens réservés de toutes dettes, même de celles contractées sans autorisation de mari ni de justice (1).

La proposition de M. GOURJU, au Sénat (26 juin 1906), était encore plus précise; son article 5 était ainsi conçu: « Le pécule réservé répondra de toutes les dettes de la femme, contractuelles ou délictuelles, même antérieures au mariage, même contractées sans l'autorisation de mari ou de justice » (2).

De même M. BOISTEL, en discutant, dans son exposé des motifs, le projet élaboré par la Commission de la Société d'études législatives — l'article 3, alinéa I, dans ce projet était le même que celui qui figure dans la loi — reconnaît que les biens réservés forment le gage non seulement des créanciers du ménage, mais aussi de tous les créanciers de la femme (3).

De ces travaux préparatoires, il résulte bien que l'on cherchait également par cette loi à augmenter le crédit personnel de la femme, par la liberté d'administration qu'on lui accordait — M. BOISTEL exprime clairement sa pensée sur ce point.

(1) *Officiel* ; Chambre des députés, année 1905, numéro 2.286, p. 401; proposition GROSJEAN, art. 3, § 1.

(2) *Officiel* ; Sénat, 1906 ; annexes, n° 304.

(3) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives* ;

Dès lors, nous pouvons conclure que les victimes de la femme auront bien droit de participer aussi à cette augmentation de crédit accordée à leur débitrice, et pourront concourir avec les autres créanciers personnels de la femme ayant le droit, d'après l'article 3, alinéa I, de la loi du 13 juillet 1907, de saisir les biens réservés à son administration. Et précisons bien que ces créanciers personnels de la femme n'ont le droit de saisir que les biens réservés parmi les biens de la communauté. Seuls, les créanciers avec qui la femme a traité dans l'intérêt du ménage ont un droit de saisie sur tous les biens de la communauté, y compris les biens réservés.

Le gage restreint que le Code civil avait accordé aux victimes de la femme, est une des nombreuses dispositions qui rendaient la femme mariée une incapable sans aucune liberté, sans aucun crédit personnel, ne pouvant même pas disposer et administrer les gains qu'elle apportait à la communauté. Ces gains constituaient pour elle un premier pas vers l'émancipation, et la loi du 13 juillet 1907 est venue heureusement pour commencer à consacrer cette émancipation.

exposé des motifs de M. BOISTEL : « Les droits des créanciers sur les biens régis par la femme sont réglés par l'art. 3. Il était évident que ces biens devaient être affectés avant tout aux créanciers avec lesquels la femme avait traité dans l'intérêt du ménage. Mais on n'a pas cru pouvoir les soustraire à la poursuite des autres créanciers de la femme ; du moment que celle-ci en a la disposition, ils doivent former le gage de tous ses créanciers »,

Mais, malheureusement, cette loi n'a pas réussi à vaincre les vieilles habitudes, et elle est restée très ignorée, n'ayant reçu que très peu d'applications pratiques. Les décisions judiciaires qui s'y réfèrent sont très rares.

Seule la partie de cette loi relative à la saisie-arrêt réciproque que les époux peuvent pratiquer sur les salaires l'un de l'autre, semble être entrée dans le domaine de la pratique et, naturellement, ce n'est que dans une certaine classe sociale qu'il en est ainsi, celle où le mari et la femme sont de petits salariés. Elle est alors venue apporter un utile remède à la femme qui n'avait aucune arme pour se défendre contre un mari qui dissipait ses salaires à tout autre chose que l'intérêt du ménage.

L'autre partie de cette loi, la plus intéressante comme tentative d'émancipation de la femme mariée, doit son insuccès aux difficultés soulevées par son manque de précisions sur les preuves à fournir par la femme de l'existence et de la consistance des biens réservés à son administration.

Ceci est très regrettable, si l'on songe à tout le parti que l'on pouvait tirer de cette loi, car elle a une portée très générale et était appelée à aider l'émancipation juridique de la femme mariée dans tous les milieux.

IV. — La Femme mariée et le mandat tacite

Il n'y a aucune difficulté à admettre que, si la femme, dans l'accomplissement de son mandat tacite, s'oblige délictuellement ou quasi-délictuellement, ou engage sa responsabilité contractuelle, le

mari et la communauté seront responsables des dommages-intérêts et des amendes au paiement desquels la femme pourrait être condamnée à ce sujet (1). Dans l'accomplissement de son mandat, la responsabilité de la femme apparaît derrière celle de son mari, et la communauté doit supporter les pertes comme elle en encaisse les profits de l'activité essentiellement normale de la femme ménagère, qui ne fait qu'accomplir son devoir.

La seule difficulté est de savoir dans quelle mesure on peut déclarer qu'un délit ou un quasi-délit a été commis par la femme dans l'accomplissement de son mandat tacite. A cette question, nous donnerons la même réponse que pour le cas de la femme commerçante : c'est un cas d'espèce, et on devra chercher, chaque fois que la question se présentera, si on peut trouver un lien entre l'acte dommageable de la femme et l'accomplissement de son mandat tacite. On ne doit rendre le mari et la communauté responsables que si on peut faire rentrer l'acte dans le cadre très large du mandat tacite, dont la femme se serait mal acquitté.

Ces solutions sont très avantageuses pour les victimes de la femme et pour la femme elle-même, lorsque l'on songe à l'extension considérable donnée par la jurisprudence à la théorie du mandat tacite.

Normalement, cette théorie aurait dû subir certaines restrictions — comme dans le cas de la

(1) Paris, 6 déc. 1917 ; D. 1919-2-43. — Trib. civ. Nevers, 8 janv. 1930. G. P. 1930-1, p. 483.

femme préposée du mari — lorsque, par des circonstances particulières, la femme ne pouvait plus être considérée comme la mandataire librement choisie par le mari.

C'est ainsi qu'en cas de séparation de fait, intervenue entre les époux, il eût semblé normal de considérer que la femme cessait d'engager le mari seul par ses différentes opérations ménagères. Les rapports des époux changent alors considérablement, et la confiance réciproque, base essentielle du mandat tacite, disparaît complètement.

Cette objection a arrêté de nombreux auteurs. LAURENT, notamment, déclare que, dans ce cas, le mandat domestique disparaît, et il est obligé de faire appel à l'action de *in rem verso* pour pouvoir atteindre le mari: celui-ci, en n'accomplissant pas son devoir d'entretien vis-à-vis de sa femme, s'enrichit indûment, au détriment des fournisseurs de cette dernière, avec lesquels elle a fait des opérations à crédit. Cette solution est beaucoup moins avantageuse pour la femme, car, lorsque le mandat disparaît, elle est obligée personnellement.

La jurisprudence, beaucoup plus hardie que les auteurs dont il vient d'être question, laisse au contraire subsister le mandat tacite dans presque tous les cas de séparation de fait des époux.

Il n'y a qu'un seul cas où le mandat tacite disparaît, c'est lorsque la séparation est due à une faute de la femme, qui, par exemple, abandonne le domicile conjugal sans excuse valable. Dans

ce cas, par suite de la faute de la femme, le mari est déchargé de toute responsabilité.

En laissant subsister ainsi le mandat domestique de la femme, même dans des circonstances où il est manifestement impossible de déclarer que le mari a conservé sa confiance à sa femme, la jurisprudence l'a transformé en un véritable mandat légal, ce qui est évidemment extrêmement avantageux pour le crédit de la femme, qui s'en trouve considérablement augmenté, et particulièrement dans les cas où elle en a le plus besoin.

Le lien du mandat entre les époux est donc beaucoup plus solide que celui qui résulte des rapports de préposée à commettant pouvant exister entre la femme et son mari.

La subsistance du mandat tacite, même après la séparation de fait, pourra amener le mari à répondre des fautes contractuelles de sa femme.

La jurisprudence étend, en effet, la théorie du mandat tacite à un certain nombre de contrats que la femme peut être appelée à passer, surtout lorsque son mari l'a quittée : location d'un appartement, engagement de domestiques, de précepteurs pour les enfants, etc... Si la femme se rend coupable de quelque faute dans l'exécution de ces contrats, le mari pourra être directement recherché, en vertu des pouvoirs ménagers conservés à son épouse : il sera alors contractuellement responsable du fait de sa femme, puisque le lien du mandat tacite subsiste entre eux.

C'est surtout dans de telles situations que l'augmentation de crédit résultant, pour la femme, du

maintien à son profit de ses pouvoirs ménagers dans presque toutes les situations pouvant se présenter tant que le lien du régime matrimonial subsiste, peut être extrêmement intéressante pour les tiers avec qui elle peut être appelée à contracter.

V. — La Femme et le dol dans ses contrats

Beaucoup plus délicate est la question de la femme qui agit dolosivement dans la passation de ses contrats.

C'est une question sur laquelle la jurisprudence et les auteurs sont divisés.

Voici comment se pose la question: une femme mariée veut passer un contrat quelconque sans l'autorisation de son mari; pour cela, elle se déclare fille, veuve ou séparée de corps. Son co-contractant, assez crédule, peu soigneux de ses intérêts, ou peu averti des exigences de la loi, la croit sur parole et passe contrat avec elle sans chercher à vérifier l'exactitude de ses dires au sujet de ses qualités civiles.

Puis, plus tard, la femme demande la nullité du contrat, en excipant de son incapacité de femme mariée.

La nullité sera accordée à la femme, en application de toutes les règles protectrices de son incapacité, édictées par le code.

Ainsi en décide la jurisprudence qui, en accord avec la doctrine, étend à la femme mariée l'article 1307 du Code civil, édicté pour le mineur.

Certes, il y a là pour la femme mariée une

faute, dans le fait de ses déclarations mensongères relatives à son état civil; elles peuvent même être la base d'une demande en dommages-intérêts de la part du contractant, qui peut, à juste titre, s'estimer lésé par la destruction du contrat.

Dans cette situation, d'ailleurs, il semble que le co-contractant pourrait exciper de la fameuse maxime : « *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans* », pour repousser la demande en nullité de la femme. Mais, comme le fait justement remarquer M. ROUAST (1), dans un examen attentif de la jurisprudence, la nullité sera cependant accordée à la demanderesse, car le co-contractant a commis lui-même une faute dont il doit subir les conséquences, c'est celle de ne pas vérifier d'une manière approfondie la capacité civile de sa co-contractante.

Il n'en est plus de même lorsque la femme a non pas fait de simples déclarations mensongères, pour cacher son incapacité, mais s'est livrée à de véritables manœuvres frauduleuses ou dolosives en produisant, par exemple, de faux actes de l'état civil pour faire croire à la mort de son mari ou pour faire passer pour son mari, dont l'autorisation l'habiliterait, un individu qui l'accompagnait, etc..., de telle sorte que son co-contractant devait croire à sa capacité.

Dans ce cas, c'est d'un véritable délit civil que la femme doit répondre, et ces manœuvres sont alors certainement de nature à faire échouer la demande

(1) PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique, T. II. La famille, par M. ROUAST, n° 422.

en nullité qu'elle pourrait intenter, et ceci pour deux raisons: d'abord, la responsabilité du co-contractant est entièrement dégagée: il ne pouvait chercher d'autres justifications que celles présentées par la femme et devait croire à sa capacité par l'apparente authenticité des pièces par elle produites à l'appui. D'autre part, l'annulation du contrat lui porterait un préjudice grave, et, dans ce cas, le maintien du contrat est la réparation la plus juste que l'on puisse trouver de la faute commise par la femme.

C'est là, comme on le voit, une réparation très particulière d'un quasi-délit ou même d'un délit de la femme.

Pendant, certains auteurs (1) n'admettent pas cette solution, et ainsi qu'il est jugé par un arrêt de la cinquième chambre de la Cour de Paris (2), estiment que, dans tous les cas, même lorsque la femme a employé des manœuvres frauduleuses, l'action en nullité lui reste ouverte, quitte au co-contractant, victime de la destruction du contrat, à demander des dommages-intérêts en réparation du dommage qu'il subit, ce qui n'est que justice, la femme étant valablement obligée, au point de vue délictuel, et étant au moins tenue dans la mesure de son enrichissement (3).

Mais la plus grande partie de la jurispru-

(1) PLANIOL, AUBRY et RAU.

(2) Paris, 6 novembre 1866; D. 1867-2-92, voir en sens contraire, note 3.

(3) Req. 24 janv. 1855; D. 1855-1-96.

dence (1) et nombre d'auteurs, dont certains avaient primitivement soutenu l'opinion contraire (2), estiment que la femme n'est pas recevable dans son action en nullité, quand elle a commis un véritable dol, et que la meilleure réparation du tort qu'elle a causé, est le maintien du contrat.

Remarquons que c'est une très heureuse solution qui fait échapper une nouvelle catégorie de créanciers de la femme au régime de l'article 1424 du Code civil, et qui, d'autre part, constitue pour les tiers de bonne foi le meilleur moyen de maintenir leur situation contre des actes dommageables à leur égard, sciemment accomplis par autrui.

Le co-contractant de la femme est, en effet, devenu son créancier par suite du délit ou du quasi-délit qu'elle a commis, en employant des manœuvres frauduleuses pour parvenir à la conclusion du contrat; et, si l'on n'avait pas recours à ce genre tout à fait spécial de réparation qu'est le maintien du contrat, et le refus à la femme de l'action en nullité, les condamnations que ce créancier aurait pu obtenir contre la femme, sur le principe de l'article 1382 du Code civil, n'au-

(1) D. 1855-1-96, Paris 1^{er} juin 1854; D. 1856-2-230. — Besançon, 5 avril 1879; D. 1880-2-6. — Req. 18 mai 1885; D. 1886-1-146. — Cass. civ. 6 avril 1898; D. 1898-1-305. — Cass. civ. 3 juin 1902; D. 1902-1-452. — Cass. Req. 8 nov. 1905; S. 1907-1-145. — Grenoble, 21 mai 1912, D. 1915-2-46. — Cass. Req. 7 mai 1924, G. P. 1924-2-187. — La loi, 14 janv. 1928.

(2) DEMOLOMBE, T. IV, n^o 327. — AUBRY et RAU, T. VII, § 472, note 127. — BAUDRY LACANTINERIE, T. III, n^o 2.380.

raient pu s'exécuter que sur la nue-propiété de ses biens propres.

Le refus de la demande de nullité des actes non autorisés de la femme peut être opposé aussi au mari, en réparation d'une faute à lui personnellement imputable, qui engage alors sa responsabilité aussi bien que celle de sa femme. C'est ce qui a été jugé par la Chambre des requêtes (1), en cas d'abandon de la femme par son mari; celui-ci, par son attitude, avait induit les tiers en erreur sur la situation légale de sa femme. Cette dernière, sous son nom de fille, et en employant des manœuvres frauduleuses pour cacher son état civil, avait fait des opérations de bourse avec des sommes provenant de la communauté; mais la demande en nullité de ces opérations, intentée par le mari, lui fut refusée à bon droit, juge la Cour de cassation, en raison du quasi-délit dont il s'était lui-même rendu coupable.

Avant de clore ce paragraphe, rapprochons des solutions que nous venons de voir, celles acquises en jurisprudence, relativement aux fautes de la femme dotale dans ses contrats.

Il y a un certain parallélisme entre les deux séries de cas.

Il est, en effet, admis que la femme dotale n'engage aucunement sa dot quand elle commet une simple faute inintentionnelle, qui consiste en une simple erreur.

(1) Req. 8 novembre 1905. S. 1907-1-145 et la note de M. HÉMARD.

Au contraire, lorsqu'elle use de manœuvres dolosives, ou de moyens frauduleux pour cacher soit son état civil, soit son incapacité particulière de femme dotale, elle est alors responsable de son dol ou de sa fraude même sur ses biens dotaux.

Comme pour la femme commune, le critérium de distinction des cas où la dot pourra être saisie, et de ceux où elle ne le pourra pas, devra être recherché dans la possibilité qu'a eu le tiers co-contractant d'éviter le préjudice que lui cause la femme par ses contrats (1).

VI. — La Femme qui commet le recel dans une succession où elle est appelée

Il est encore un genre particulier de délit qui, commis par la femme, reçoit une sanction particulière, si bien que les victimes n'ont pas à demander des dommages-intérêts qui seraient soumis au régime restrictif de l'article 1424 du Code civil: c'est le recel, ou le divertissement des effets d'une succession, dont la femme mariée est appelée à recueillir une partie.

La loi fixe elle-même, dans l'article 792 du Code civil, la réparation due par le successible qui s'est rendu coupable de recel ou du divertissement de quelque objet de la succession; elle le prive de sa part dans les objets recelés ou divertis, et l'oblige à accepter la succession purement et simplement en le déclarant héritier nécessaire.

(1) PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique, T. IX.

Il pourrait y avoir quelque doute pour appliquer cette peine à une femme mariée, car ce peut être pour elle le moyen d'accepter une succession sans le concours de son mari, ce qui lui est par ailleurs interdit.

La jurisprudence n'a cependant pas cru devoir s'arrêter à cette objection, et a déclaré l'article 792 du Code civil applicable aussi bien à la femme mariée qu'à tout autre héritier (1). Et c'est avec juste raison, car ce serait créer, au profit de la femme mariée, un privilège à l'égard des autres héritiers, que de l'exonérer de la peine établie par l'article 792 du Code civil, qui est la meilleure garantie que possèdent les victimes de ce genre de délits.

Il reste à ce sujet une question à examiner, c'est celle de savoir si le mari et la communauté sont tenus des dettes d'une succession que la femme aurait été ainsi obligée d'accepter purement et simplement.

La question n'est pas prévue directement par le code, mais il est facile de la résoudre à l'aide des principes que nous avons déjà exposés et des règles établies dans les articles 1411 et suivants du Code civil.

La femme mariée qui a commis le recel et qui a été obligée d'accepter la succession purement et simplement, sans le concours de son mari, est tenue personnellement de sa part dans les dettes

(1) Cass. 10 avril 1877. D. 77-1-347; S. 77-1-248.

de la succession, et cela même *ultra vires successionis*, comme tout héritier naturel.

S'il s'agit d'une succession purement immobilière dont, par conséquent, la communauté ne recueillera rien, les créanciers de la succession auront d'abord action sur la pleine propriété des biens héréditaires, recueillis par la femme; si ceux-ci ne suffisent pas, les créanciers pourront également exercer un recours sur les biens personnels de la femme, mais seulement sur leur nue-propriété, comme au cas où la femme aurait accepté la succession avec l'autorisation de justice: dans l'un et l'autre de ces cas, l'acceptation de la succession a lieu en dehors de toute autorisation maritale et ne peut donc pas, par ses conséquences, nuire à la communauté.

S'il s'agit d'une succession purement mobilière ou mixte, les créanciers successoraux auront action également contre la communauté existant entre la femme héritière et son mari.

Si le mari a pris soin de faire dresser un inventaire du mobilier, les créanciers, dans leur action, devront s'en tenir au mobilier recueilli dans la succession par la communauté, et à la nue-propriété des biens personnels de la femme, toujours en vertu des mêmes principes. Mais, si le mari n'a pas fait dresser d'inventaire, il sera en faute de son côté, et les créanciers de la succession auront action pour tout le mobilier de la communauté, sous réserve, naturellement, de récompenses à la charge de la femme lors de la dissolution de la communauté.

VII. — Le Mari et la Femme complices

Cas où la communauté a profité du délit de la Femme

Signalons, pour terminer ce chapitre, une dernière exception au principe de l'article 1424 du Code civil, c'est le cas où la femme a agi sous l'instigation de son mari, et celui où la communauté a profité du délit commis par la femme.

Il n'y a aucune difficulté, dans ces cas, à déclarer la communauté et le mari responsables des condamnations prononcées contre la femme.

Dans le cas de complicité du mari et de la femme, la communauté et le mari seront responsables de toutes les condamnations, aussi bien celles prononcées contre le mari que celles prononcées contre la femme. La femme pourra alors facilement être considérée comme ayant agi sous l'autorité de son mari. Cette complicité pourra aussi bien être directe que résulter d'une attitude du mari propre à tromper les tiers, et à faire croire, par exemple, à la capacité de sa femme avec qui les tiers auraient contracté (1).

Que décider au cas où il résulterait des faits de la cause que c'est la femme qui a eu la part prépondérante dans la commission du délit, et que le mari n'aurait agi, par exemple, que sur son malicieux conseil? Il semble qu'il n'y ait encore aucune difficulté à rendre la communauté et le mari responsables, car, dans ce cas, le mari aurait

(1) Cass. Req. 8 nov. 1905, S. 1907-1-145.

légalement commis une faute grave en n'usant pas de son autorité légitime pour empêcher sa femme de nuire à autrui.

L'exercice, même par le mari, de son autorité maritale par la faculté que lui confère la loi d'autoriser certains actes juridiques de sa femme peut constituer le principe de condamnations de la communauté et du mari aux réparations dues par la femme, lorsque les actes juridiques qu'elle accomplit portent préjudice aux tiers, et que le mari y a donné son autorisation dans un but malicieux ou frauduleux (1).

Enfin, dans le cas où il serait prouvé que la communauté a profité du délit commis par la femme, la communauté, au moins dans la mesure de son enrichissement, devrait être déclarée responsable des condamnations prononcées contre la femme.

En terminant ce chapitre, nous pouvons constater qu'il y a un assez grand nombre de cas où, en vertu de principes ou de situations particulières, les victimes des actes dommageables de la femme mariée sous le régime de la communauté, peuvent poursuivre la communauté ou le mari pour se faire payer les dommages-intérêts qui leur sont accordés, sans avoir besoin d'attendre la fin de la communauté pour jouir de ceux-ci en pleine propriété, ainsi qu'il résulte normalement de l'article 1424 du Code civil.

(1) Cass. civ. 26 avril 1920. D. 1924-1-119.

Mais ce ne sont là que des exceptions qui laissent intact le principe.

N'y aurait-il pas lieu de modifier le principe lui-même, qui, ainsi que nous l'avons vu plus haut, ne cadre plus avec l'évolution actuelle de notre législation? C'est ce à quoi nous répondrons dans la conclusion de cette thèse, après avoir vu dans le chapitre suivant, les solutions que nous montrera une petite étude de droit comparé.

CHAPITRE IV

LES SOLUTIONS DU DROIT COMPARE

Après avoir étudié, dans la législation française, la question des conséquences pécuniaires des délits de la femme mariée, et dégagé les imperfections qui, à notre sens, caractérisent les solutions qui y sont données, nous allons examiner la même question en droit comparé, en faisant un circuit rapide dans les divers pays qui nous entourent.

Nous commencerons cette étude par un pays éloigné, le Canada, où nous trouverons une curieuse survivance de notre ancien droit, déformé d'ailleurs sur le point qui nous occupe. C'est pourquoi nous la retiendrons dans cette étude.

Nous reviendrons ensuite en Europe, où nous nous occuperons d'abord des pays qui ont emprunté notre Code civil (Belgique, Luxembourg), puis des nations dont la législation est inspirée des mêmes sources que la nôtre (Italie, Espagne, Portugal); enfin, des pays qui ont une législation complètement différente de la nôtre (Suisse, Allemagne, Angleterre, Pays-Bas et Scandinavie).

Avant d'aborder cette étude de droit comparé, nous devons faire une remarque préliminaire; c'est

que, dans la plupart des pays dont nous nous proposons d'examiner la législation, sur le point qui nous intéresse, l'incapacité de la femme mariée a disparu.

Aussi, les régimes matrimoniaux de ces pays ont été, soit agencés, soit modifiés, de telle sorte que la femme jouisse le plus réellement qu'il se peut de l'indépendance juridique et économique qui lui était reconnue (1).

Nous verrons donc, dans la plupart de ces législations, que la femme offre un gage beaucoup plus étendu qu'en France, à ses créanciers, dont le droit résulte de ses délits ou quasi-délits.

Il en résulte aussi, dans presque tous ces pays, une égalité à peu près absolue entre les époux, relativement à ces dettes.

De ces diverses législations, nous pourrions cependant tirer des leçons utiles pour nous et même de bons exemples à suivre, sans d'ailleurs lier indissolublement cette question à celle de la suppression, en France, de l'incapacité de la femme mariée.

I. — Survivance de la coutume de Paris au Bas-Canada

Après la cession du Canada, qui lui fut consentie par le traité de Paris, en 1763, l'Angleterre vou-

(1) Il est intéressant de voir affirmer dans certains codes récents de l'Amérique latine, que la capacité de la femme mariée ne doit pas être atteinte par le régime matrimonial adopté par les époux (de la Vega « *Droit matrimonial de l'Amérique latine* ». Thèse Paris 1933).

lut y introduire une nouvelle législation; mais de vives réactions s'y firent sentir, et par l'acte de Québec (13 juin 1774), le droit français, représenté par la seconde coutume de Paris, fut réintroduit au Canada.

Avec le développement progressif de la colonie, et sa division en provinces, le droit français se confina dans le Bas-Canada, qui resta la partie la plus attachée à ses origines françaises. Un arrêt du Parlement anglais, de 1791, proclama la séparation du Haut et Bas-Canada, qui suivirent alors chacun une évolution distincte.

Mais, au cours du XIX^e siècle, le droit français qui régissait la province de Québec, devint insuffisant et, en 1857, l'institution d'un Code civil fut ordonnée. La commission qui fut chargée de sa rédaction reçut pour mission de coordonner l'ancienne législation, et le code qui en résulta, publié en 1866, ne fut qu'une consécration de cette ancienne législation, à la différence de notre Code civil, qui s'est inspiré à la fois des coutumes et du droit romain, tel qu'il était parvenu en 1804 dans les pays de droit écrit du midi de la France.

Quant aux régimes matrimoniaux, signalons que le principe est la liberté des conventions.

Il y a un régime légal qui est la communauté de biens, comme en France, mais qui s'accompagne de l'antique institution du douaire coutumier au profit de la femme et des enfants.

Au sujet de la question qui nous occupe, nous trouvons dans le Code canadien une solution encore plus sévère que dans notre Code civil: en

effet, les condamnations pécuniaires encourues pendant le mariage, par la femme, ne peuvent se poursuivre avant la dissolution de la communauté, pas même sur la nue-propriété des biens personnels de la femme. En aucune manière, le mari ne peut être troublé à leur sujet (1).

C'est là une restriction très grave aux droits des créanciers de la femme, et cette irresponsabilité temporaire de la femme, qui peut durer fort longtemps, ne nous paraît vraiment pas recommandable: la certitude de ne supporter que beaucoup plus tard les conséquences pécuniaires de ses méfaits, ne constitue vraiment plus du tout une sanction pour un délinquant.

Soulignons cette solution, qui est la plus défavorable que nous ayons trouvée pour les créanciers de la femme. Elle nous paraît tout à fait choquante et nous ne voyons pas les raisons qui ont pu amener les auteurs de ce code à l'admettre; elle constitue un sacrifice vraiment trop considérable d'intérêts très légitimes au principe de l'omnipotence du mari dans la communauté.

II. — Belgique et Luxembourg

Nous retrouvons notre propre Code civil, avec son article 1424, dans ces deux pays qui le reçurent de Napoléon, étant annexés à la France en

(1) AUTIER. — Survivance de la seconde coutume de Paris. Le droit civil au Bas-Canada. Thèse, Paris, 1923.

1804, et qui l'ont conservé tous les deux au moment où ils devinrent des Etats indépendants.

Notons que le Luxembourg est un des derniers pays européens qui, avec la France et les Pays-Bas, ait conservé le principe de l'incapacité de la femme mariée.

En Belgique, une loi du 20 juillet 1932 a, sinon supprimé, du moins notablement diminué l'incapacité de la femme mariée, en introduisant un régime qui rappelle celui des biens réservés, institué par notre loi du 13 juillet 1907 (1).

Avant de quitter la Belgique, disons quelques mots d'un avant-projet de révision du code, que LAURENT, le grand professeur de l'Université de Gand, présenta en 1879, sur la demande du ministre de la Justice d'alors (2).

Ce projet présente un certain nombre de modifications, par rapport au code Napoléon, et quelques emprunts au code néerlandais.

(1) La loi belge du 20 juillet 1932 modifie les dispositions du chapitre VI du titre V du Livre III du code civil.

Elle ne touche pas au contrat de mariage ; les innovations qu'elle réalise ont trait à l'obligation des deux époux de contribuer aux charges du ménage, à l'autorisation d'ester en justice, à celle de contracter, à celle d'exercer une profession, et enfin l'institution du régime des biens réservés.

Sont déclarés biens réservés, les produits du travail séparé de la femme belge ; ils peuvent être saisis par les créanciers de la femme.

(2) LAURENT. — Avant-projet de révision du code civil Belge (Bruxelles, 1882 ; 4 volumes).

LAURENT s'y livre à une très vive critique de la puissance maritale et de l'incapacité de la femme mariée, telles qu'elles résultent du code Napoléon, et propose de les remplacer par un régime d'égalité entre le mari et la femme.

La communauté de biens est le régime légal dans cet avant-projet, à défaut de conventions matrimoniales dont le principe de la liberté est conservé.

Mais, grosse innovation, la communauté est administrée par les deux époux conjointement (article 1452 de l'avant-projet), et ne peut être obligée que par les deux époux.

Il en résulte notamment la disparition du principe si contraire à l'égalité établi par notre article 1424, et l'article 1458 de l'avant-projet rétablit l'égalité absolue entre les deux époux, quant aux conséquences pécuniaires de leurs délits ou quasi-délits (1). La communauté ne peut être obligée ni par les uns, ni par les autres, ce sont des faits essentiellement personnels à celui qui les commet; aussi, les conséquences doivent en rester personnelles, et la victime n'a d'action que contre l'auteur même du délit ou du quasi-délit.

La discussion des idées de LAURENT, relatives à l'égalité qu'il souhaite de voir exister entre les époux, sortirait du cadre de ce chapitre. Retenons seulement cet exemple, qui est certainement très intéressant.

(1) Art. 1458 de l'avant-projet : « Aucun des époux ne peut obliger la communauté par ses délits ou quasi-délits ».

III. — Italie - Portugal - Espagne - Brésil

1^o) ITALIE

Le Code civil italien, promulgué le 25 juin 1865, et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1866, ne prévoit pas de régime légal et, en fait de communauté, ne réglemente qu'un régime de communauté réduit aux fruits de tous les biens meubles et immeubles présents et futurs, et aux acquêts réalisés au cours de sa durée. Cette communauté n'existe que si un contrat de mariage la stipule clairement.

Le Code civil italien n'est pas très précis au sujet de la composition du passif de cette communauté (1). La fin de l'article 1436 parle simplement des dettes de la communauté, sans dire quelles catégories de passif il s'agit d'entendre sous cette expression.

Cependant, en interprétant les dispositions de ce code, relatives à la communauté, on peut affirmer que le passif de la communauté italienne comprend deux catégories de dettes, correspondant aux deux éléments essentiels de l'actif: d'abord les dettes qui sont la contre-partie des revenus, puis celles qui sont la charge de la communauté même, parmi

(1) Code civil italien. Collection des codes étrangers, XVIII.

Art. 1436 : « L'effet de cette communauté est de rendre communs et partageables les acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant la communauté, sous distraction, cependant dans tous les cas des dettes de ladite communauté. »

lesquelles on rangera les charges de famille et les diverses obligations contractées par les deux époux, conjointement ou séparément, aussi bien en vertu de contrats que de délits ou de quasi-délits, et cela sans distinction entre le mari et la femme, puisque, d'une part, le code ne distingue pas, à ce sujet, comme le nôtre, et que, d'autre part, depuis la loi du 17 juin 1919, la femme italienne jouit de la pleine capacité civile.

2°) **PORTUGAL**

Le Code civil portugais, promulgué le 1^{er} janvier 1867, et entré en vigueur le 22 mars 1868, consacre le principe de la liberté des conventions matrimoniales, sauf les restrictions d'usage.

A défaut de conventions, les époux se trouvent mariés sous un régime légal de droit commun qui est le régime de la communauté universelle de tous les biens présents et futurs des époux, à l'exception des linges et hardes à leur usage personnel, des présents de noce, des biens légués ou donnés, à la condition qu'ils ne soient pas communs.

Le mari est le chef et l'administrateur nécessaire de cette communauté, mais, cependant, chacun des époux y a les mêmes droits.

A la différence du code italien, le code portugais réglemente, avec tous les détails nécessaires, la composition du passif de la communauté (1),

(1) Code civil portugais, traduit et annoté par LANEYRIE et DUBOIS.

Art. 1114 : « Les dettes contractées durant le ma-

et nous y trouvons une solution assez originale au sujet des dettes délictuelles des époux. Le Code civil portugais établit l'égalité entre eux, et une solution, si l'on peut dire, intermédiaire entre celle de notre code et celle du code canadien: si l'époux coupable possède des biens propres, la victime créancière peut les poursuivre immédiatement en pleine propriété: s'il ne possède pas de biens propres, la victime devra attendre la dissolution de la communauté pour poursuivre la part du débiteur dans celle-ci.

En somme, le Code civil portugais rejette complètement hors de la communauté les dettes résultant pour les époux de leurs actes illicites, ainsi qu'il est spécifié en l'article 1115. Voilà une solution qui aurait certainement plu à LAURENT et qui se rapproche d'ailleurs de celle qu'il proposait.

riage par le mari sans le consentement de la femme grèvent les biens propres du mari.

1^o A défaut de biens propres du mari, la part de celui-ci dans la communauté répond des dites dettes; mais dans ce cas le paiement ne pourra être poursuivi qu'après la dissolution du mariage ou s'il y a séparation de biens entre les époux.

2^o ...

Art. 1115: « La disposition de l'article précédent s'applique également tant à l'égard du mari qu'à l'égard de la femme:

1^o Aux dettes qui ont pour cause le crime ou le fait illicite de l'un d'eux.

2^o ...

3°) ESPAGNE (1)

Le Code civil espagnol, promulgué le 24 juillet 1889 (2), consacre également le principe de la liberté des conventions matrimoniales, à défaut desquelles les époux se trouvent placés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts. L'article 1410 de ce code réglemente avec précision l'importante question du passif (3).

En principe, d'après cet article, les dettes résultant, pour les époux, de leurs délits ou quasi-délits — il y a égalité de régime entre les époux, à ce sujet; — ne sont pas à la charge de la communauté: elles ne peuvent être poursuivies que sur les propres des époux. Mais si ces derniers n'ont pas de propres, ou s'ils sont insuffisants, leurs dettes délictuelles pourront être provisoirement payées par la communauté, à charge de récompenses, lors de sa dissolution, par l'époux débiteur. Le paiement de ces dettes ne peut d'ailleurs

(1) La constitution républicaine espagnole proclame, dans son article 43, l'égalité des sexes et l'émancipation de la femme mariée.

(2) Le code civil espagnol a été rédigé à l'aide du très ingénieux système des bases posées par les Cortés, et développées par une commission extra-parlementaire nommée spécialement par le gouvernement, ce qui a évité les dangers et les surprises d'une longue délibération devant l'organe législatif.

(3) Code civil espagnol traduit et annoté.

Art. 1410 : « Le paiement des dettes contractées par le mari ou la femme avant le mariage ne sera pas à la charge de la société d'acquêts. Il en sera de même

être poursuivi contre les biens de la communauté, qu'après le paiement des dettes qui sont spécifiquement la charge de la communauté (article 1408).

4^o) **BRÉSIL**

Les législations de l'Amérique latine peuvent se répartir en trois groupes, au point de vue de la solution qu'elles adoptent dans le problème de la capacité de la femme mariée (1).

Il y a d'abord celles qui conservent l'incapacité de l'épouse. Dans les pays qui l'ont ainsi conservée (Bolivie, Pérou, Uruguay, Paraguay, Vénézuéla), le régime de la communauté d'acquêts, la *comunad de gananciales*, est le régime de droit commun.

Un second groupe est constitué par les pays qui ont conservé, mais modifié, en la restreignant souvent, la vieille incapacité. Parmi ceux-ci, nous citerons : l'Argentine, la Colombie, Cuba, le Chili, l'Equateur et le Brésil. Dans ces différents pays,

dés amendes et condamnations pécuniaires qui pourraient leur être infligées.

Néanmoins, le paiement des dettes contractées par le mari ou la femme avant le mariage, et des amendes ou condamnations qui leur seront infligées, pourra être poursuivi sur les acquêts après le paiement des dettes énumérées en l'article 1408, si l'époux débiteur n'a pas de propres ou s'ils sont insuffisants; toutefois, à l'époque de la liquidation de la société les dettes acquittées seront à la charge de celui qui les devait ».

(1) José Gabriel de La Véga. — Capacité de la femme mariée dans le droit de l'Amérique latine. Thèse, Paris 1933.

les régimes de communauté, la *sociedad conyugal* traditionnelle, restent à la base du droit matrimonial; mais ils sont, si l'on peut dire, modernisés par la tendance qui s'y manifeste d'introduire l'égalité entre les époux.

Enfin, dans un troisième groupe, se placent les législations qui ont adopté la pleine capacité de la femme mariée: ce sont celles de Panama, du Mexique, du Guatemala, de Costa Rica, de l'El Salvador et du Nicaragua. Presque tous ces pays ont adopté comme régime légal celui de la séparation de biens, comme étant une mesure nécessaire pour assurer la véritable capacité de l'épouse.

Parmi tous ces différents pays, le Brésil occupe une place très importante, d'une part, par la date très récente de son code (1), et, d'autre part, parce que ce code représente, au point de vue du statut de la femme mariée, une bonne transaction entre les diverses tendances des législations de l'Amérique latine à ce sujet.

Le code brésilien conserve l'incapacité de la femme mariée; mais c'est une incapacité atténuée, principalement par la condition d'associée reconnue à la femme dans la réglementation du régime matrimonial, pour apporter une certaine égalité entre les époux.

Les époux peuvent faire telles conventions matrimoniales qui leur plaisent. Il y a cependant des

(1) Le code civil brésilien, mis en chantier en 1859, n'a été définitivement voté qu'en 1915 et publié en 1916.

situations particulières où ils doivent obligatoirement adopter un certain régime matrimonial.

Le régime de droit commun, sous lequel ils se trouvent placés, à défaut de contrat, est celui de la communauté universelle, qui emporte la mise en commun de tous les biens présents et futurs des époux et de leurs dettes, sous réserve de quelques exceptions (1).

Les dettes délictuelles des époux — celles qui nous intéressent — sont précisément parmi ces exceptions (2). Ces dettes, ainsi que les autres qui sont exclues de la communauté, ne peuvent être acquittées pendant le mariage que sur les biens que l'époux débiteur aura apportés au ménage (art. 264).

Cette solution est, en somme, assez intéressante, car, bien que n'entrant pas en communauté, les dettes résultant pour les époux de leurs actes illicites, peuvent, pendant le mariage, être acquittées sur des biens qui ne sont pas exclus de la communauté.

Ceci donne lieu, sans doute, à un règlement de récompenses entre les époux, lors de la dissolution de la communauté.

IV. — Allemagne et Suisse

1^o) ALLEMAGNE

Le Code civil allemand, promulgué en 1896, et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, connaît une

(1) Code civil Brésilien. Traduction de l'Office de Législation étrangère, art. 262.

(2) Code civil brésilien, art. 263: « Sont exclus de la communauté:

I.....

VI Les obligations provenant d'actes illicites. »

assez grande diversité de régimes matrimoniaux.

A côté du régime légal, qui est la *communauté d'administration*, régime se rapprochant de notre régime sans communauté, si peu usité chez nous, le code allemand réglemente plusieurs espèces de communautés. Ce code connaît le principe de la liberté des conventions matrimoniales, mais non celui de leur immutabilité, à la différence du nôtre. Toutes mesures sont prises, par ailleurs, par l'institution du registre matrimonial, pour sauvegarder les droits des tiers en cas de changement de régime matrimonial au cours du mariage.

Nous allons dire quelques mots de chacun de ces régimes, et y étudier la manière dont se règlent sous chacun d'eux les dettes délictuelles de la femme.

Dans le régime légal, on distingue, parmi les biens de la femme, ceux qui constituent les *biens d'apport* et ceux qui constituent les *biens réservés*. Les premiers sont soumis à l'administration et à la jouissance du mari, qui ne s'étendent pas aux autres.

En principe, tous les biens, meubles ou immeubles, de la femme sont *bien d'apport* (article 1363).

Ne sont *biens réservés* que ceux que la loi a spécifiés tels d'après leur origine, et à condition qu'il soit justifié de cette origine. Les articles 1366 à 1370 du code allemand précisent quels sont ces biens réservés; ce sont la garde-robe de la femme, les biens qu'elle acquiert par son travail (origine de notre loi du 13 juillet 1907), ceux

qu'elle a déclarés tels par contrat, et ceux qu'elle recueille par donation ou par succession.

La question des dettes délictuelles de la femme est traitée dans l'article 1411 du code allemand, en ce qui concerne l'obligation, et dans l'article 1415, pour la contribution entre époux (1).

Les auteurs du Code civil allemand n'ont pas sacrifié, comme le nôtre, les créanciers de la femme au principe de la jouissance du mari, et ces créanciers peuvent poursuivre leurs dettes sur le *bien d'apport* de la femme, malgré l'administration et la jouissance du mari. Les obligations nées des faits illicites de la femme, ne font pas partie, en effet, des dettes dont, d'après les articles 1412 à 1414, la responsabilité ne peut incomber au *bien d'apport*.

(1) Code civil allemand, traduction de l'Office de Législation étrangère.

Art. 1411 : « Les créanciers de la femme peuvent, sans avoir égard à l'administration et jouissance du mari, exiger satisfaction sur le bien d'apport en tant qu'il ne résulte pas des articles 1412 à 1414 qu'il doive en être autrement... »

Art. 1415 : « Dans les rapports réciproques des époux, sont à la charge du bien réservé :

« 1^o Les dettes de la femme issues d'un fait illicite commis par elle pendant le mariage, ou d'une procédure pénale dirigée contre elle à raison d'un fait de ce genre ;

« 2^o ...

« 3^o Les frais d'un procès dirigé contre la femme touchant au dettes désignées sous les nos 1 et 2 ».

Art. 1417 : « Si une dette qui est à la charge du bien réservé d'après les articles 1415 et 1416, est réglée au moyen d'un bien d'apport, la femme doit fournir indemnité au moyen du bien réservé jusqu'à concurrence du montant de celui-ci. »

Mais dans les rapports des époux entre eux — question de la contribution — les dettes délictuelles de la femme doivent rester à la charge définitive des *biens réservés* de la femme, et elle devra récompense d'une masse de biens à l'autre, si ces dettes ont été acquittées au moyen d'un bien d'apport.

A côté de ce régime légal de la communauté d'administration, le code allemand réglemente plusieurs régimes conventionnels.

Citons, en premier lieu, le régime de la *communauté universelle*, établi par les articles 1437 à 1518, dans lequel, en dehors du patrimoine commun, chaque époux possède un *bien réservé* analogue au bien réservé de la femme sous le régime légal.

Sous ce régime, les dettes délictuelles des deux époux, au point de vue de l'obligation, sont considérées comme engagements de communauté (1), elles ne sont pas comprises parmi les dettes visées aux articles 1460 à 1462, qui ne sont pas considérées comme de tels engagements.

Mais dans les rapports des époux entre eux, les dettes issues des faits illicites, doivent rester à la charge personnelle de l'époux coupable (2).

(1) *Art.* 1459 : « Les créanciers du mari et de même en tant qu'il ne résulte pas des articles 1460 à 1462 qu'il doive en être autrement, les créanciers de la femme, peuvent exiger satisfaction sur le bien de communauté. »

(2) *Art.* 1463 : « Dans les rapports réciproques des époux, les engagements de communauté qui suivent, sont

Le Code civil allemand réglemeute ensuite un régime de *communauté d'acquêts* (articles 1519 à 1548), et un régime de *communauté de meubles et acquêts*.

Sous ce régime, les acquêts forment le *bien de communauté*, à côté duquel les époux ont un *bien d'apport* correspondant aux propres des époux français; la femme possède, de plus, un *bien réservé*.

Dans la *communauté d'acquêts*, en raison de la composition restreinte du bien de communauté, les dettes délictuelles de la femme ne sont pas considérées comme engagements de communauté; mais elles peuvent être poursuivies sur le *bien d'apport* et le *bien réservé* de la femme.

Au contraire, dans le régime de la communauté de meubles et acquêts, le *bien de communauté*, plus étendu que dans le précédent, répondra, au point de vue de l'obligation des dettes contractées par la femme, en raison de ses faits illicites, mais au point de vue contribution entre époux, il semble que ces dettes doivent retomber à la charge du *bien d'apport* ou du *bien réservé* de la femme.

2°) SUISSE

Le Code civil suisse, entré en vigueur en 1912,

à la charge du conjoint dans la personne duquel ils prennent naissance:

« 1^o Les dettes issues d'un fait illicite commis par le conjoint après l'ouverture de la communauté de biens ou d'une procédure pénale dirigée contre lui à raison d'un fait de ce genre.

s'est montré, comme le Code civil allemand, soucieux de réserver à la femme, sous tous les régimes matrimoniaux, une certaine indépendance économique et juridique par la constitution à son profit d'un *bien réservé* qui échappe à l'administration et à la jouissance du mari. Ce *bien réservé* ne peut répondre que des dettes personnelles de la femme, et ses revenus ne peuvent, en aucune manière, servir à supporter les charges de l'union conjugale.

Le mari a également un *bien réservé*, mais il n'échappe pas aux créanciers de l'union, comme celui de la femme.

Comme le code allemand aussi, le Code civil suisse connaît le principe de la liberté des conventions matrimoniales, et la possibilité de les changer après le mariage.

Sous le nom d'*union de biens*, le code suisse établit un régime légal assez analogue au régime légal allemand de la *communauté d'administration*. Sous ce régime, on distingue: les apports des époux qui correspondent à peu près aux biens propres de notre communauté, les *biens matrimoniaux* et les *biens réservés*.

Le mari a l'administration et la jouissance des apports de la femme à son profit personnel, à charge de subvenir aux besoins du ménage. La femme conserve la propriété de ses apports, mais ils entrent néanmoins dans les biens matrimoniaux qui comprennent également les apports du mari,

ainsi que tous les autres biens qui ne sont pas biens réservés (articles 194 et 195) (1).

Le Code civil suisse réserve un gage très étendu aux victimes des actes illicites de la femme; elle est tenue de ses obligations délictuelles sur tous ses biens, c'est-à-dire ses *biens réservés* et ses *apports* existant en nature, sans égard aux droits de jouissance que le régime légal confère au mari sur eux: c'est là une solution particulièrement libérale (article 207) (2).

A côté du régime légal, le code suisse réglemente un régime de *communauté universelle* et un régime de *communauté réduite*.

La communauté comprend tous les biens des deux époux, sauf les *biens réservés*, que nous retrouvons sous ces régimes. Le mari a l'administration de tous ces biens et la jouissance en appartient à la communauté, qui doit subvenir aux charges du ménage. La masse commune reste indivise entre les deux époux.

La femme est tenue de ses dettes délictuelles sur ses *biens réservés*; mais, en plus, la communauté en répond également, et si elle a acquitté quelqu'une de ces dettes, elle n'a droit à aucune récompense (article 220) (3).

(1) *Code civil suisse*.

(2) *Art.* 207 : « La femme est tenue sur tous ses biens sans égard aux droits que le régime matrimonial confère au mari :

« 1° ...

« ...5° Des dettes résultant de ses actes illicites ».

(3) *Art.* 220 : « La femme et la communauté sont tenues :

« 1° ...

« ...5° Des dettes résultant de ses actes illicites ».

Comme on le voit, les codes allemand et suisse nous montrent des communautés bien différentes de la nôtre, où la femme jouit d'une réelle indépendance et n'est pas victime d'inégalités choquantes comme sous la nôtre.

V. — Grande-Bretagne

Le droit anglais, à la différence de celui des pays que nous venons de passer en revue, n'a encore été l'objet d'aucune codification.

On a coutume, au sujet des régimes matrimoniaux, d'y distinguer le droit non écrit (*ou common law*) et le droit écrit, résultant de différentes lois ayant réglementé la matière depuis 1870.

D'après le « *common law* », la femme mariée anglaise n'avait aucune indépendance juridique, aucune existence séparée de son mari, qui possédait les droits les plus étendus sur les biens de sa femme. Les meubles de celle-ci devenaient la propriété de son mari, qui avait également l'administration et la jouissance de ses biens immobiliers, à charge d'entretenir sa femme. La femme avait si peu d'indépendance qu'elle n'était même pas responsable de ses délits. Le mari en répondait quand elle les commettait en sa présence (1).

Pour les classes riches de l'Angleterre, où les femmes possédaient certains biens personnels en se mariant, les *cours d'Equity* avaient depuis longtemps cherché, par différents expédients, à réserver

(1) LEHR. — Éléments de droit civil anglais.

à la femme mariée une situation plus indépendante de son mari, en lui conservant la propriété de ses biens.

Les *cours d'Equity* ont reconnu à la femme le droit de posséder un patrimoine séparé (*separate estate*) sur lequel elles ont essayé de restreindre les droits du mari.

Les cours sont arrivées à ce résultat, notamment par l'intermédiaire de *trusts* concernant les biens de la femme (1).

L'*Equity*, en reconnaissant ainsi une certaine indépendance à la femme, a cherché à développer aussi le droit de poursuite de ses créanciers sur les biens constituant le *separate estate* qu'elle lui a reconnu.

Ainsi, la femme mariée anglaise devient personnellement responsable des conséquences pécuniaires de ses délits sur ces biens, à condition toutefois, que les biens rentrant dans son *separate estate* ne soient soumis à aucune clause de *restraint*.

La constitution d'un *trust* au profit de la femme mariée anglaise était, en effet, presque toujours

(1) Il n'y a pas de mot dans la langue juridique française correspondant au terme anglais de *trust*. Le *trust* dans le droit anglais consiste essentiellement dans le fait de confier un bien ou un ensemble de biens aux bons soins et à la bonne foi d'une personne, au profit et pour l'usage d'une autre. Cet administrateur du bien d'autrui (*le trustee*) n'est investi du bien qui lui est confié que dans l'intérêt exclusif de l'autre partie, le *cestui que trust*, suivant la vieille expression normande.

accompagnée d'une clause spéciale, la clause de *restraint on anticipation* (1).

Il s'agit là essentiellement d'une clause d'inaliénabilité des biens qui y sont soumis, comparable, dans une certaine mesure, à la dotalité.

L'effet général du *restraint on anticipation* est que la femme ne peut engager ni son capital, ni ses revenus, pas plus par ses contrats que par ses délits. Le délit qu'elle peut le plus couramment commettre, est de cacher cette clause d'inaliénabilité entravant sa liberté juridique. Mais, précisément, les biens soumis au *restraint on anticipation* échappent à toute responsabilité pouvant incomber à la femme, de ce chef.

En résumé, le régime juridique des biens de la femme mariée anglaise était très différent, suivant la classe sociale à laquelle elle appartenait.

A partir de 1870, différents textes de droit écrit essayèrent de remédier à cette situation.

Un premier acte du 9 août 1870 a institué un régime matrimonial applicable à toute l'Angleterre, se rapprochant beaucoup de notre séparation de biens contractuelle.

Une seconde loi, du 10 août 1882, (*married women's property act*), a bouleversé de fond en comble le vieux droit matrimonial anglais, en don-

(1) C'est encore une expression qui ne possède pas d'équivalent dans la langue juridique française. Sur la clause « *restraint ou anticipation* » voir la thèse de M^{lle} Bernot : « *La clause restraint ou anticipation dans le régime des biens entre époux en droit civil anglais* », thèse, Paris 1934.

nant à la femme mariée anglaise la pleine capacité juridique. Cette loi a fait échapper la femme mariée anglaise à l'autorité maritale, mais, en revanche, lui fait subir toutes les responsabilités incombant normalement à son nouvel état.

Il en résulte notamment que, tant au point de vue contractuel qu'au point de vue délictuel, la femme mariée anglaise peut maintenant être poursuivie comme si elle était célibataire, le mari ne répondant plus aucunement d'elle.

Notons cependant que, dans les classes aisées anglaises, même depuis la loi de 1882, les biens des femmes mariées sont encore fréquemment soumis à la clause de *restraint on anticipation* qui, ainsi que nous l'avons vu, diminue considérablement les droits de ses créanciers.

VI. — Pays-Bas - Pays Scandinaves

1^o) PAYS-BAS

Le Code civil néerlandais, promulgué en 1837, et entré en vigueur le 1^{er} octobre 1838, consacre le principe de la liberté des conventions matrimoniales, sauf les restrictions semblables à celles du code français, et le principe de l'immutabilité de ces conventions.

Il établit un régime légal, qui est celui de la communauté universelle de biens (art. 174 à 193).

Cette communauté comprend passivement toutes les dettes contractées par les époux, soit avant,

soit après le mariage (1). Parmi ces dettes, sont même comprises celles qui sont nées en raison des délits commis par les époux, soit ensemble, soit séparément.

A côté de ce régime légal, le Code civil néerlandais réglemente un régime de communauté de gains et de pertes, et un régime de communauté de fruits et revenus (art. 210 à 222), qui peuvent être adoptés par contrat.

Dans ces communautés, les obligations résultant pour les époux de leurs délits ou quasi-délits, sont expressément exclus du passif commun. Sous ces régimes, ces dettes restent donc à la charge des propres des époux (2).

2°) PAYS SCANDINAVES

Les pays scandinaves (Suède, Norvège et Danemark) possèdent d'anciennes codifications datant des XVII^e et XVIII^e siècles.

Dans ces codes, les régimes matrimoniaux se rattachent tous à la communauté, plus ou moins compréhensive (3).

(1) Code civil néerlandais.

Art. 176 : « Elle (la communauté) se compose passivement de toutes les dettes contractées par chacun des époux, soit avant, soit pendant le mariage ».

(2) Art. 218 : « Toutes les dettes concernant les deux époux et faites pendant le mariage, sont réputées dettes de communauté. Les condamnations encourues par l'un des époux en cas d'infractions n'y sont pas comprises ».

(3) LEHR. — Eléments de droit civil scandinave.

Ces pays connaissaient primitivement une incapacité absolue, héritée du droit germanique, où la femme ne sortait de la tutelle du père que pour entrer sous celle du mari.

Il y était cependant reconnu que la femme obligeait ses biens propres par ses délits.

Depuis une cinquantaine d'années, différentes lois sont venues émanciper les femmes scandinaves; cette réforme a été opérée au Danemark, par une loi de 1882, en Norvège, par une loi de 1888, et enfin, en Suède, par une loi de 1919.

Les régimes matrimoniaux ont été modifiés en conséquence de ce nouveau principe, par des lois postérieures que nous allons examiner pour chacun de ces pays, entre lesquels il existe d'ailleurs une collaboration assez étroite pour la réglementation du droit de la famille.

A) Suède

En Suède, la réforme a été opérée par une série de lois du 11 juin 1920, sur le régime des biens entre époux, dont la principale, intitulée *Gifttermals Balk*, a remplacé le titre du mariage du code de 1734.

Cette loi institue un régime matrimonial assez original, dont s'est inspiré le projet français de 1932, que nous examinerons plus loin.

Chacun des époux conserve la propriété des biens qu'il possédait à la conclusion du mariage, ainsi que de ceux qu'il acquiert à titre onéreux pendant le mariage.

Mais le fait de l'union entre les époux fait acquérir à chacun d'eux un *droit conjugal* sur les biens de son conjoint.

Pendant le mariage, chaque époux administre ses biens et en a la libre disposition. Chacun d'eux doit subvenir aux charges du ménage en proportion de ses facultés.

A la dissolution du mariage, les *biens conjugaux* sont partagés par moitié. Le *droit conjugal* de partage par moitié n'est pas attaché aux biens propres des époux (1).

Chacun des époux répond personnellement de toutes ses dettes qui ne sont pas contractées dans l'intérêt du ménage; il en est tenu sur ses biens conjugaux et sur ses biens propres, que ces dettes soient antérieures ou postérieures au mariage (2).

B) Danemark

La loi danoise du 18 mars 1925 ne modifie pas aussi profondément les anciens régimes matrimoniaux scandinaves que le *Giftermals Balk* suédois de 1920. Elle maintient la communauté de biens entre époux, mais tend à établir l'égalité entre eux (3).

Chacun d'eux doit contribuer pécuniairement aux charges du ménage.

(1) *Giftermals Balk* Ch. VI art. 1 et 2. Traduction de l'annuaire de Législation étrangère, année 1920, p. 193 et suiv.

(2) *Ibid.* Ch. VII, art. 1.

(3) Annuaire de Législation étrangère, année 1925, p. 455.

A part les droits non cessibles ou de nature toute personnelle, tout ce que les époux possèdent au moment du mariage, et tous les acquêts qu'ils font postérieurement, tombent en communauté. Chacun d'eux peut disposer de son vivant de ce qu'il a introduit dans la communauté, sous réserve toutefois que les biens communs ne soient pas indûment diminués au préjudice de l'autre époux.

Chacun des époux est responsable de ses dettes personnelles sur la partie de la masse commune dont il peut disposer, et sur ses biens séparés.

C) Norvège

La loi norvégienne du 20 mai 1927 conserve, comme la loi danoise de 1925, le régime de la communauté de biens, après y avoir apporté les mêmes modifications (1).

De cette rapide étude de droit comparé, nous pouvons tirer une première conclusion utile à notre sujet: c'est qu'en dehors de notre propre régime de communauté, établi par notre code de 1804, dont nous ne sortons généralement pas assez par la pensée, il existe de nombreux autres agencements de la communauté qui mettent ce régime parfaitement en accord avec les tendances d'affranchissement de la femme mariée, et d'égalité des sexes, terme d'une évolution auquel de

(1) Annuaire de Législation étrangère, année 1927, p. 441.

nombreux pays sont déjà arrivés. Devant ceux-ci, notre code fait figure d'une législation retardataire.

La jurisprudence française, heureusement, apporte de nombreux remèdes à des situations qui, si elles suivaient la lettre de la loi, ne seraient plus soutenables.

Mais ce ne sont là que des expédients habilement aménagés par la pratique, et il serait heureux de voir la loi se mettre en accord avec les mœurs nouvelles.

De nombreux juristes l'ont compris, et nous allons voir dans le dernier chapitre de cette thèse comment la réforme de nos régimes matrimoniaux, complètement indispensable de l'affranchissement de la femme mariée proposée en même temps, a été envisagée par certains d'eux, aux termes du projet déposé au Parlement en 1932.

CHAPITRE V

LE PROJET FRANÇAIS DU 23 JUIN 1932

L'évolution vers l'émancipation de la femme mariée, au terme de laquelle, ainsi que nous l'avons vu, presque tous les pays d'Europe sont arrivés, a déjà heureusement parcouru beaucoup de chemin en France. Presque tout le monde est, à l'heure actuelle, d'accord pour constater que la situation réservée à la femme mariée, par notre Code civil, qui, remarquons-le bien, correspondait à la structure de la société en 1804, ne cadre plus avec l'état actuel de notre civilisation.

Le chemin vers cette émancipation, en France, est déjà marqué par la loi du 6 février 1893, restituant la pleine capacité civile à la femme séparée de corps.

Puis nous trouvons l'importante loi du 13 juillet 1907. Mais, ainsi que nous l'avons déjà déploré, elle est presque restée lettre morte dans la pratique, et il est probable qu'il en sera ainsi aussi longtemps que la femme mariée restera incapable en France.

Plus récemment, ce chemin est marqué par le fameux projet du 23 juin 1932, déposé au nom

du Gouvernement, par M. René Renoult, alors garde des Sceaux, sur le bureau du Sénat (1). Ce projet est accompagné d'un exposé des motifs extrêmement intéressant, où les auteurs mettent habilement le Parlement en garde contre les difficultés qu'ils ont rencontrées dans son élaboration.

La mission première de la Commission extra-parlementaire, instituée le 14 décembre 1925, auprès du ministère de la Justice, était d'étudier les retouches à apporter au Code civil pour donner à la femme mariée sa pleine capacité civile et la rendre l'égale du mari.

La proclamation de ces principes fait l'objet de la première partie de ce projet, qui supprime la puissance maritale et l'incapacité de la femme mariée, laissant cependant au mari la possibilité d'obtenir de la justice que des restrictions, justifiées par l'intérêt du ménage, soient apportées à la capacité de la femme (articles 215 et 216 nouveaux).

Mais la Commission a vite compris que ce serait faire un vain travail que d'émanciper la femme mariée sans, en même temps, retoucher ou même changer complètement le régime matrimonial légal de la communauté de meubles et acquêts, qui était vraiment le mieux choisi eu égard à l'incapacité absolue de la femme mariée, à laquelle on s'était arrêté en 1804.

(1) Projet de loi portant modification des textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée, et aux régimes matrimoniaux. *Journal Officiel*, documents parlementaires, Sénat 1932, annexe n° 594, p. 947.

Aussi, après de nombreuses discussions dans le détail desquelles il n'est pas de notre rôle d'entrer ici, la Commission s'est-elle arrêtée à un nouveau régime légal, celui de la *participation aux acquêts*, qui est un compromis entre la séparation de biens et la communauté de biens réduite aux acquêts (livre III, titre V, chapitre 1 bis, articles 1398-1 à 52) (1).

En accord avec la proclamation de l'émancipation juridique de la femme mariée, le projet réforme aussi les régimes de communauté institués par notre code de 1804, et qu'il conserve à titre de régimes conventionnels.

Ce grand projet de loi a naturellement fait l'objet de très vives critiques. Il n'est certainement pas parfait; mais, néanmoins, nous pensons qu'il y a beaucoup d'exagération dans les critiques venant de personnes dont l'autorité n'est pas discutable, mais qui, à notre avis, sont peut-être un peu trop animées d'un esprit routinier ennemi de toutes novations.

Nous nous contenterons d'examiner ce projet de loi objectivement au point de vue limité qui fait le sujet de cette thèse.

Sous le nouveau régime légal proposé, celui de la *participation aux acquêts*, chaque époux conserve pendant le mariage la propriété et l'admi-

(1) Pour intégrer ce projet dans le code, ses auteurs ont emprunté le système de numération des articles, appliqué dans la mise à jour du code du travail.

nistration de tous ses biens propres et acquêts (1).

C'est la première conséquence du principe d'égalité entre époux qui est proclamé par le projet.

Quant aux dettes des époux qui ne sont pas à la charge des acquêts (2), leur sort est réglé par l'article 1398-10 (3) : ces dettes sont à la charge des biens de chacun des époux, et les créanciers peuvent en poursuivre librement le paiement. Il en va ainsi pour toutes les dettes personnelles de chacun des époux, quelle qu'en soit l'origine. Le texte parle des dettes contractées, mais cette expression vise aussi bien les dettes délictuelles que les dettes contractuelles. Ce nouveau régime ne connaît donc aucune restriction au droit de poursuite des victimes de la femme sur les biens de celle-ci, ce qui est tout à fait naturel, étant donné d'une part que la femme n'est plus incapable, et, d'autre part, le régime adopté.

Il en est de même sous le régime de la com-

(1) Art. 1398-13 : « Chaque époux administre seul ses biens.

« Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de l'autre ».

(2) Art. 1398-9 : « Doivent être déduites de la masse des acquêts à partager :

« 1^o Toutes dettes relatives à un acquêt ;

« 2^o Les dettes relatives aux dépenses usufruituaires des époux ;

« 3^o Les dettes pour les aliments des époux, les frais d'éducation et d'entretien des enfants et toutes autres charges du ménage ».

(3) Art. 1398-10 : « Les créanciers de l'un des époux ne peuvent poursuivre le paiement des dettes que celui-ci a contractées que sur ses biens... »

munauté, tel qu'il est réglementé dans le projet à titre de régime conventionnel.

Le régime de communauté de 1804 n'est conservé que dans ses grandes lignes, car il est évidemment profondément transformé par les nouveaux principes.

C'est ainsi que, désormais, le mari ne pourra plus disposer, même à titre onéreux, de la plupart des biens communs sans le concours de sa femme.

Ouvrons une parenthèse pour dire que c'est surtout contre cette disposition que les critiques ont été vives: on a prétendu que c'était remplacer l'incapacité de la femme par une double incapacité, celle du mari et celle de la femme.

Cette critique est manifestement exagérée, car, même sous notre actuel régime de la communauté, le mari ne peut pratiquement pas disposer seul des immeubles de communauté et même de ses immeubles propres, du fait de l'hypothèque légale de la femme. Personne n'osera contester que ce n'est que stricte justice, que d'étendre ce régime aux biens meubles les plus importants de la communauté.

En dehors de cette grosse innovation, la communauté conserve son ancienne physionomie, avec distinction des différents patrimoines: patrimoine commun, propres des époux, et biens réservés de chacun (le texte de la loi du 13 juillet 1907 a été intégré dans celui du projet, et son bénéfice a été étendu au mari).

Les principes nouveaux ont aussi leur répercussion sur le passif de la communauté, qui est réglé

par un nouvel article 1409. Certaines dettes contractées par la femme, avec autorisation de justice, à défaut de celle du mari, peuvent désormais être dettes de communauté.

Quant au passif personnel des époux, il y a égalité parfaite, maintenant, entre le mari et la femme, ainsi qu'il résulte du nouvel article 1424, qui ne restreint plus l'action des victimes de la femme à la nue-propriété de ses biens propres. Voici, d'ailleurs, comment ce nouvel article s'exprime: « Les amendes encourues par le mari ou la femme peuvent se poursuivre sur leurs biens personnels et, sauf récompense, sur ceux de la communauté ».

On voit que, maintenant, la femme, vis-à-vis de ses créanciers personnels, jouit du même crédit que celui accordé au mari par notre code de 1804.

Notons, en passant, que, comme l'ancien, le nouvel article 1424 ne parle que des amendes; mais qu'il y a lieu d'entendre ce mot aussi largement qu'auparavant, en comprenant également, par là, les dommages-intérêts qui peuvent être prononcés contre la femme.

Enfin, les autres régimes prévus par notre Code civil, la séparation de biens et le régime dotal, sont aussi conservés par le projet qui y a apporté les retouches nécessitées par l'émancipation de la femme. La physionomie de ces deux derniers régimes est naturellement beaucoup moins changée que celle du régime de communauté.

CONCLUSION

Au seuil de cette conclusion, nous allons essayer de grouper les différents régimes matrimoniaux que nous avons rencontrés au cours de cette étude, y compris les solutions du projet de 1932, pour rappeler brièvement de quelles manières peut se concevoir la question des dettes délictuelles dans les régimes de biens entre époux.

Dans un premier groupe, nous rangeons notre code et ceux de la Belgique et du Luxembourg, qui excluent complètement ces dettes de la communauté, tant pour le présent que pour l'avenir.

Un annexe à ce groupe peut être constitué par les régimes matrimoniaux dans lesquels ces dettes ne sont pas rangées parmi celles de communauté, mais où, néanmoins, l'action immédiate des créanciers est autorisée sur la pleine propriété des biens propres de la femme, réduisant dans cette mesure le droit de jouissance de la communauté. Telles sont : la communauté universelle portugaise, les communautés néerlandaises de gains et pertes, et de fruits et revenus, les communautés scandinaves et la communauté d'acquêts allemande.

Dans un deuxième groupe, nous rangerons les codes qui admettent comme dettes de communauté les dettes délictuelles des époux, aussi bien de la

femme que du mari. Tels sont: la communauté suisse, qui peut être adoptée comme régime conventionnel, le régime légal de la communauté universelle adopté par le code néerlandais, et la communauté italienne, qui est un régime plutôt exceptionnel chez les Italiens, très attachés au régime de séparation.

Dans un troisième groupe, nous comprendrons les solutions intermédiaires entre les deux précédentes, c'est-à-dire les régimes qui admettent provisoirement les dettes délictuelles des époux dans le passif commun. Ce sont: la communauté espagnole, réduite aux acquêts, la communauté universelle brésilienne, la communauté universelle et la communauté de meubles et acquêts, qui peuvent être choisies conventionnellement par les époux allemands, et la communauté telle qu'elle subsiste à titre conventionnel dans le projet français du 23 juin 1932.

Enfin, dans un quatrième groupe, nous rangerons les régimes à tendances plus ou moins séparatistes, où les époux retrouvent naturellement leur pleine indépendance quant au règlement de leur passif délictuel. Tels sont les régimes légaux allemand et suisse, le régime des biens entre époux anglais, et le nouveau régime légal proposé en France par le projet du 23 juin 1932.

Il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur cette classification pour nous apercevoir que notre Code civil, avec son article 1424, est à peu près le seul à sacrifier délibérément les intérêts des victi-

mes de la femme à des principes qui maintenant peuvent être considérés comme surannés.

Car, en définitive, c'est bien le principe de l'incapacité de la femme mariée, et celui de l'omnipotence du mari dans la communauté, qui sont les motifs de cette solution injuste.

Et, précisément, ces principes sont trop la base essentielle de notre actuel régime de communauté pour que la jurisprudence puisse tenter d'y apporter une brèche en essayant de modifier le principe contenu dans l'article 1.424. Elle se heurte là à un obstacle invincible.

C'est ce qui ressort bien de quelques-unes des décisions de la Cour de cassation, que nous avons citées au cours de cette thèse : elles ne font que répéter le principe et affirmer que les dommages-intérêts auxquels la femme est condamnée ne peuvent s'exécuter que sur la nue-propriété de ses biens propres, cassant en même temps toutes tentatives faites pour rejeter la charge de ces condamnations sur la communauté — sauf, bien entendu, les exceptions justifiées par d'autres principes.

La jurisprudence a pu, dans bien d'autres cas, améliorer la situation que le code avait réservée à la femme dans la communauté, essayant de compenser les pouvoirs immenses accordés au mari sur elle ; mais là elle ne peut rien.

Cependant, cette solution ne se justifie plus maintenant. L'inégalité qu'elle crée entre le mari et la femme est trop choquante, et elle lèse exagérément les créanciers personnels de la femme, qui peuvent devenir nombreux, par suite de l'activité

de plus en plus grande dont fait preuve la femme moderne.

Nous pensons cependant que cette restriction aux droits des tiers, qui sont devenus les créanciers de la femme par suite de ses délits, peut être détachée du principe de l'incapacité de la femme mariée, dont elle est une conséquence. Et il semble que tout en conservant encore le principe, il pourrait y être apporté une exception en permettant l'action immédiate de ces créanciers sur la pleine propriété des propres de la femme, ou même sur la communauté, à charge de récompense par la femme lors de la dissolution de celle-ci.

Cette exception nous semble suffisamment justifiée par le fait que ces tiers, qui sont devenus tout à fait involontairement créanciers de la femme, ne pouvaient en aucune manière se prémunir contre les conséquences de l'incapacité de leur débitrice. Il semble donc particulièrement injuste de les faire souffrir de cette situation.

La solution que nous proposons est possible, ainsi que nous le montre le code espagnol, qui l'avait adoptée avant d'avoir proclamé le principe de l'émancipation de la femme. Cette exception est admise aussi par de nombreuses autres législations, sans parler de toutes celles qui ont nécessairement adopté la même solution comme une conséquence de l'émancipation de la femme mariée.

Nous souhaitons donc vivement voir introduire dans notre code une réforme sur la grave question des dettes délictuelles de la femme mariée. Et il

ne nous semble pas exagéré de réclamer l'égalité entre les époux à ce sujet, sans attendre l'émancipation complète de la femme française. Cette égalité nous semble suffisamment justifiée par les considérations que nous avons développées.

Sans attendre l'aboutissement définitif du projet du 23 juin 1932, nous voudrions donc voir l'article 1424 de ce projet remplacer, dès maintenant, l'article de notre code portant le même numéro.

VU:

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU:

Le Président de la thèse,

ANDRÉ ROUAST.

VU:

et permis d'imprimer

Le Recteur

de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — HISTOIRE DU DROIT

BEAUMANOIR. — Coutume de Beauvoisis.

BOURDOT DE RICHEBOURG. — Nouveau coutumier général.

BOURJON. — Le droit commun de la France.

BRILLON. — Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des Parlements de France et autres tribunaux.

BRISSAUD. — Manuel d'histoire du droit privé.

CAMUS ET DUPIN. — Lettres sur la profession d'avocat. T. II.

CHÉRON. — « Uxor non est propria socia, sed speratur fore ». Thèse, Paris 1901.

DENISART. — Collection de décisions nouvelles. Répertoire de jurisprudence de l'ancien droit.

DEREMUSSEON. — Traité de la communauté.

FERRIÈRE. — Corps et compilation des commentateurs de la coutume de Paris.

CHARLES LEFEBVRE. — Droit des gens mariés.

MERLIN. — Répertoire de jurisprudence.

OLIVIER MARTIN. — Coutume de Paris.

PELÉE DE CHENOUTEAU. — Coutume de Sens.

POTHIER. — Communauté: obligations.

II. — DROIT FRANÇAIS CONTEMPORAIN

I^o *Ouvrages généraux*

AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français.
BAUDRY LACANTINERIE ET HOUQUES FOURCADE.

— Des personnes.

BAUDRY, LACANTINERIE, LECOURTOIS ET SURVILLE. — Du contrat de mariage.

BEUDANT. — Cours de droit civil français.

COLIN ET CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français.

DEMOLOMBE. — Cours de code Napoléon.

ESCARRA. — Principes de droit commercial.

GUILLOUARD. — Du contrat de mariage.

HUC. — Commentaires du code civil.

LAURENT. — Principes du droit civil français.

LYON CAEN ET RENAULT. — Traité de droit commercial.

PLANIOL ET RIPERT. — Traité élémentaire de droit civil.

PLANIOL, RIPERT ET ROUAST. — Traité pratique de droit civil français. T. II: La famille.

PLANIOL, RIPERT ET NAST. — Traité pratique de droit civil français. T. VIII.

TROPLONG. — Du contrat de mariage.

II^o *Ouvrages spéciaux*

DEMOGUE. — Traité des obligations. T. V.

LÉON DESCHAMPS. — La femme mariée commerçante et la loi du 13 juillet 1907.

DESCHAMPS. — Le dol et la faute des incapables.
Thèse, Paris 1889.

HENRI LALOU. — La responsabilité civile.

HENRI LALOU. — Droits de la femme mariée sur les produits de son travail.

LAROMBIÈRE. — Traité des obligations.

MM. MAZAUD. — Responsabilité civile.

PERIN. — De la responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle de la femme dotale. Thèse, Paris 1905.

SOURDAT. — Traité de la responsabilité.

III^o *Revue et jurisprudence*

Bulletin de la Société d'Etudes Législatives. 1934.

Rapport de M. ROUAST.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

1902. De la responsabilité du mari quant aux délits de sa femme, par PERREAU.

Revue trimestrielle de Droit civil, année 1932.

Journal Officiel. Documents parlementaires. 23 juin 1932.

DALLOZ. — Répertoire pratique.

Répertoire alphabétique.

Recueils de jurisprudence: Dalloz, Sirey, *Gazette du Palais*, *Gazette des Tribunaux*. — *La Loi*. — *Semaine juridique*. — *Recueil périodique des Assurances*.

III. — DROIT COMPARÉ

AUTIER. — La survivance de la seconde coutume de Paris. Le droit civil du Bas-Canada. Thèse, Paris 1923.

Code civil Belge annoté.

Code civil Luxembourgeois. — Par P. RUPPERT. LAURENT. — Avant-projet de revision du Code civil Belge.

Code civil Italien. — Traduction par M. PRUDHOMME. — Collection des codes étrangers. XVIII.

BERNER. — Des différences entre les codes civils français et italien, relativement aux régimes matrimoniaux. Thèse, Paris 1924.

Code civil Portugais. — Traduit et annoté par LANEYRIE ET DUBOIS. Publié par le Comité de législation étrangère.

Code civil Espagnol. — Traduit et annoté.

BESOMBES. — Condition juridique de la femme mariée espagnole. Thèse, Toulouse 1927.

JOSÉ-GABRIEL DE LA VEGA. — Capacité de la femme mariée dans le droit de l'Amérique latine. Thèse, Paris 1933.

Code civil Brésilien. — Traduction de l'Office de législation étrangère.

Code civil Allemand. — Traduction de l'Office de législation étrangère.

LYON-CAEN. — La femme mariée allemande: ses droits, ses intérêts pécuniaires. Thèse, Paris 1903.

Code civil Suisse.

ROSSEL ET MENTHA. — Droit civil suisse.

LEHR. — Eléments de droit civil anglais.

BERNOT. — La clause « *restraint on anticipation* »

dans le régime des biens entre époux en droit civil anglais. Thèse, Paris 1934.

DELOISON. — De la capacité de la femme mariée anglaise. Thèse, Paris 1921.

Code civil Néerlandais. — Traduction française par P. H. HAANEBRINK.

LEHR. — Eléments de droit civil scandinave.

Annuaire de la Législation étrangère.

Bulletin de la Société de Législation comparée.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

I. — La femme dans le Code civil.....	9
II. — Position du sujet.....	12
III. — La responsabilité délictuelle de la femme mariée.....	14
IV. — Divisions du sujet.....	16

CHAPITRE I

Les solutions de l'ancien droit

I. — Le moyen-âge (XIII ^e à XV ^e siècles).	19
II. — De la rédaction des coutumes au Code civil.....	23

CHAPITRE II

La solution du Code civil et son application par la jurisprudence

I. — L'art. 1424 du Code civil.....	33
II. — L'autorisation maritale dans les procédures criminelles dirigées contre la femme.....	39
III. — La responsabilité du mari à l'égard de sa femme dans le droit mo- derne. La femme préposée de son mari	43

IV. — Tempérament apporté à l'art. 1424 du Code civil par la pratique des assurances	53
V. — La femme doit-elle payer récom- pense à la communauté pour les primes de son assurance de res- ponsabilité?	55

CHAPITRE III

Exceptions et cas particuliers

I. — Lois spéciales.....	61
II. — La femme commerçante. Les dé- lits commerciaux. La femme qui a accepté une fonction avec l'au- torisation de son mari.....	63
III. — Les biens réservés de la femme répondent-ils de ses délits et qua- si-délits?	71
IV. — La femme mariée et le mandat ta- cite	76
V. — La femme et le dol dans ses con- trats	80
VI. — La femme qui commet le recel dans une succession où elle est appelée.	85
VII. — Le mari et la femme complices. Cas où la communauté a profité au délit de la femme.....	88

CHAPITRE IV

Les solutions du droit comparé

I. — Survivance de la coutume de Paris au Bas-Canada.....	92
--	----

II. — Belgique et Luxembourg.....	94
III. — Italie, Portugal, Espagne, Brésil...	97
1 ^o) Italie	97
2 ^o) Portugal	98
3 ^o) Espagne	100
4 ^o) Brésil	101
IV. — Allemagne et Suisse.....	103
1 ^o) Allemagne	103
2 ^o) Suisse	107
V. — Angleterre	110
VI. — Pays-Bas, pays Scandinaves.....	113
1 ^o) Pays-Bas	113
2 ^o) Pays Scandinaves.....	114
a) Suède	115
b) Danemark	116
c) Norvège	117

CHAPITRE V

<i>Le projet français du 23 juin 1932</i>	119
CONCLUSION	125
BIBLIOGRAPHIE	131
